

INFORMATION TO USERS

This manuscript has been reproduced from the microfilm master. UMI films the text directly from the original or copy submitted. Thus, some thesis and dissertation copies are in typewriter face, while others may be from any type of computer printer.

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleedthrough, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send UMI a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

Oversize materials (e.g., maps, drawings, charts) are reproduced by sectioning the original, beginning at the upper left-hand corner and continuing from left to right in equal sections with small overlaps.

Photographs included in the original manuscript have been reproduced xerographically in this copy. Higher quality 6" x 9" black and white photographic prints are available for any photographs or illustrations appearing in this copy for an additional charge. Contact UMI directly to order.


**Bell & Howell Information and Learning
300 North Zeeb Road, Ann Arbor, MI 48106-1346 USA
800-521-0600**

UMI[®]



Université d'Ottawa • University of Ottawa

Mercosur et les stratégies nationales du Brésil et de l'Argentine

 Danielle Racine
Thèse présentée à l'École des études
supérieures et de la recherche, en vue
de satisfaire aux exigences du grade de
Maîtrise ès arts en Science Politique,
Ottawa, Janvier 2000



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Acquisitions et
services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-48176-X

Canada

Remerciements

Il se trouve difficile de remercier chaque personne ayant contribué à cette thèse, soit directement ou indirectement. Cependant, je souhaite remercier ma famille qui m'a toujours encouragée à poursuivre mes études. Sans elle, je n'aurais su trouver le courage.

En ce qui concerne le produit final, mes remerciements vont à W. Andrew Axline, mon directeur de thèse. Jamais je ne pourrai suffisamment lui exprimer ma gratitude. Il m'a non seulement inspirée mais a contribué de façon majeure à mes connaissances de la politique internationale. À chaque étape de la Maîtrise, Mr Axline a toujours su partager tout ce qu'il pouvait contribuer à mes efforts académiques. La rédaction de la thèse n'a pas toujours été facile, mais les rencontres avec Mr Axline m'encourageaient sans cesse à poursuivre mes objectifs.

Je vous suis éternellement reconnaissante,

Danielle Racine

Résumé

Le phénomène de régionalisation de l'économie monde à accentué la concentration des ressources économiques chez les pays industrialisés. Dans le contexte de la fondation de grands blocs économiques, dont l'Aléna, l'Asie pacifique et la Communauté européenne, les pays en voie de développement se retrouvent marginalisés. Certains ont adopté des stratégies favorisant leur insertion à ces marchés afin de se faire une place favorable sur les marchés mondiaux.

Cette thèse propose de déterminer les choix stratégiques de deux pays en voie de développement, dont le Brésil et l'Argentine, membres du sous-groupe Mercosur, face aux possibilités d'insertion aux marchés de l'Amérique de Nord. Une analyse comparative du niveau de réformes économiques adoptées par chacun et de leurs stratégies nationales a pour objectif de déterminer s'ils recherchent l'insertion à l'Aléna ou bien de renforcer le sous-groupe. D'un côté, le niveau de réformes économiques adoptées déterminera les opportunités disponibles aux pays. D'un autre côté, les stratégies nationales indiqueront les choix que poursuivent les pays.

Selon l'hypothèse, un pays qui adopte des réformes économiques prononcées aura l'opportunité de s'intégrer au bloc unilatéralement. Un pays qui adopte des réformes économiques moins prononcées recherche plutôt le renforcement du sous-groupe. En fin de compte, les choix stratégiques déterminent la voie qu'adopteront les pays, par rapport aux opportunités disponibles.

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire **Page -1-**

CHAPITRE I: Une structure économique mondiale transformée
..... **Page -12-**

Introduction **Page -12-**

1.1 La fin de la Guerre froide: la fin d'un monde bipolaire **Page -13-**

1.2 L'économie remplace le facteur militaire: nouvelles tendances de la production..... **Page -14-**

2 La formation de blocs et le nouveau régionalisme **Page -17-**

2.1 Définition d'un bloc économique ambiguë **Page -17-**

2.2 Les différents stades de développement dans le monde **Page -19-**

2.3 La régionalisation, vers une politique néo-mercantiliste **Page -20-**

2.4 Le nouveau régionalisme versus l'ancien régionalisme **Page -22-**

3 La mondialisation: marginalisation ou prospérité dans le tiers monde? **Page -24-**

3.1 La disparité des économies du tiers monde **Page -25-**

3.2 Le post-fordisme et le tiers monde **Page -26-**

3.3 L'existence d'un tiers monde, un fait du passé? **Page -26-**

3.4 Conclusion: la régionalisation, un processus de marginalisation **Page -27-**

CHAPITRE II: L'Amérique du Nord: l'accession ou le contre bloc Page -29-

1. Les opportunités des pays en voie de développement Page -32-

1.1 Accession aux marchés nord-américains Page -33-

1.2 L'Entreprise des Amériques Page -35-

1.3 Les Sommets pour les Amériques Page -36-

2. Mercosur: la voie du Brésil et de l'Argentine: le choix comparatif Page -37-

2.1 Les caractéristiques du traité d'Asuncion, compatibilité avec l'Aléna ou le contreponds Page -38-

CHAPITRE III: Un programme de libéralisation des économies nationales Page -46-

1. Les réformes économiques Page -46-

1.1 Stabilité macro-économique Page -46-

-taux d'inflation Page -46-

-croissance réelle du produit intérieur brut Page -47-

-balance des comptes courants en pourcentage du produit intérieur brut Page -48-

-niveau des épargnes nationales brutes en pourcentage du produit intérieur brut, en corrélation avec la moyenne des investissements domestiques bruts en pourcentage du produit intérieur brut Page -48-

1.2 Réduction du rôle de l'État Page -50-

-rentes provenant de la privatisation en pourcentage du produit intérieur brut .. Page -50-

-taux d'investissement privé en pourcentage du produit intérieur brut Page -51-

-déficit fiscal Page -51-

-niveau de pourcentage des salaires des employés de la fonction publique Page -52-

1.3 Ouverture des marchés Page -53-

-taxation des échanges en pourcentage des revenus totaux provenant de la taxation Page -53-

-taux de tarifs douaniers et des barrières non tarifaire	Page -54-
-changement du pourcentage du volume d'échange, relatif au produit intérieur brut	Page -54-

1.4 La gouvernance	Page -55-
-“Business Environmental Risk Intelligence”	Page -55-

CHAPITRE IV: Un plan stratégique: une politique ouverte ou la contre offensive?

Page -59-

1. Les stratégies nationales: le Brésil et l'Argentine

Page -59-

1.1 Les politiques de l'Argentine et du Brésil face à l'Aléna	Page -61-
-l'intention des deux pays à signer un éventuel accord libre échange hémisphérique	Page -61-
-la constitution de Mercosur qui empêche la signature des pays membres individuels avec des pays de l'extérieur	Page -63-

1.2 La politique stratégique face à Mercosur et en particulier le renforcement des liens économiques entre le Brésil et l'Argentine.	-64-
-le niveau de pouvoir décisionnel à l'intérieur de Mercosur	Page -64-
-le tarif extérieur commun	Page -65-

1.3 la politique des deux pays face à l'extérieur.	Page -65-
-la possibilité d'un accord libre échange sud-américain	Page -66-
-la signature d'accords avec les pays de l'Amérique latine et les pays à l'extérieur de la région	Page -67-

CHAPITRE V Stratégies nationales récentes de l'Argentine et du Brésil

Page -70-

1.1 Les politiques de l'Argentine et du Brésil face à l'Aléna	Page -71-
-l'intention des deux pays à signer un éventuel accord libre échange hémisphérique	Page -71-
-la constitution de Mercosur qui empêche les pays membres individuels de signer des accords avec d'autres pays	Page -72-
-négociations dans le cadre de la clause “fast track”	Page -73-

-l'Argentine vise le renforcement de Mercosur	Page -73-
1.2 Les politiques de l'Argentine et du Brésil face à Mercosur	Page -74-
-renforcement des liens économiques et politiques entre l'Argentine et le Brésil	Page -74-
-l'adoption d'une devise commune	Page -75-
1.3 La signature d'accords libre échange avec des pays de l'extérieur	Page -75-
-les négociations avec l'Union européenne	Page -75-
-les négociations avec les pays membres individuels de l'Aléna	Page -76-
-la signature d'accords libre échange avec les pays de l'Amérique du Sud	Page -77-
-la négociation d'un accord avec la Communauté Andine	Page -78-

CHAPITRE VI Conclusion: La voie vers l'autonomie Page -81-

ANNEXES	Page -88-
----------------------	------------------

BIBLIOGRAPHIE	Page -95-
----------------------------	------------------

Sommaire

La fin de la confrontation nucléaire entre les États-Unis et l'Union soviétique marque le début d'une période incontestée de l'idéologie néo-libérale. En plus, l'organisation de l'économie mondiale prend de nouvelles formes, notamment l'émergence de trois grands blocs économiques: l'Aléna, la Communauté européenne et l'Asie pacifique.¹ Ces deux éléments posent un obstacle considérable aux pays en voie de développement qui recherchent une position favorable sur les marchés économiques mondiaux. L'idéologie néo-libérale prescrit la stabilité macro-économique, l'ouverture des marchés et la réduction de l'État. La majorité des pays en voie de développement ne rencontrent pas un de ces critères. Au contraire, ils souffrent fréquemment de problèmes considérables d'inflation, d'endettement et de corruption étatique; ils sont continuellement caractérisés d'instabilités économiques, politiques et sociales. Dans ce contexte, ils doivent adopter des réformes cruciales et fondamentales pour satisfaire aux critères de l'idéologie néo-libérale.

La formation de blocs économiques (la régionalisation de la concentration des richesses) renforce l'imposition de l'idéologie néo-libérale. Les trois grandes puissances formulent des projets d'intégration économique, plus ou moins fermés aux économies qui n'adhèrent pas aux critères économiques néo-libéraux. Les pays à faibles revenus font face à des choix importants à l'égard de leur position sur les marchés mondiaux. Mais en réalité, il n'existe qu'un seul choix pour les pays qui souhaitent s'insérer aux marchés mondiaux, celui d'adopter des réformes économiques néo-libérales et des politiques nationales respectives.

¹Barbara Stallings et Wolfgang Streek, "Capitalism in Conflict? The United States, Europe, and Japan in the Post-Cold War World, dans Global Change, Regional Response: The New International Context of Development, éd., Barbara Stallings, New York, Cambridge Univertisy Press, 1995, p. 73.

Certains pays ont choisi cette voie et pour ainsi tenter de s'intégrer aux marchés mondiaux. Pour ce faire, ils choisissent l'insertion aux grands blocs économiques. Cette insertion au bloc devrait permettre au pays en voie de développement d'augmenter son niveau d'échange avec le bloc dans le cadre d'un accord libre échange. Le Mexique a réalisé cet objectif dans le cadre de la signature de l'Accord de libre échange Nord américain (Aléna), avec les États-Unis et le Canada.

Depuis le début des années 1990, les membres de l'Aléna poursuivent des négociations visant l'insertion d'autres pays en voie de développement de l'Amérique latine aux marchés nord-américains. Ils recherchent ainsi à élargir le bloc économique de l'Amérique du Nord. Les membres de l'Aléna offrent la possibilité d'insertion à leurs marchés aux pays qui poursuivent les réformes économiques néo-libérales. Dans ce contexte, plusieurs pays de l'Amérique latine adoptent des programmes de réformes. Ces dernières vont déterminer les possibilités d'insertion disponibles à ces pays. La possibilité d'insertion au marché nord-américain dépend donc du niveau des réformes adoptées et de la direction des politiques nationales des pays en voie de développement de l'Amérique latine. Dans certains cas, l'objectif premier des pays adoptant des réformes serait de s'intégrer aux marchés de l'Amérique du Nord. Dans d'autres cas, l'adoption des réformes vise le renforcement d'un sous-groupe auquel le pays appartient (contre bloc).

Ces exemples ne peuvent que donner une idée générale des conséquences de la régionalisation sur l'économie monde et de son impact sur les pays en voie de développement. Ce qui importe à ce stade est de mettre en lumière le caractère inégal de la globalisation et le phénomène de marginalisation qui en résulte. Le triomphe de l'idéologie néo-libérale, accompagné

de l'émergence de trois grandes puissances économiques mondiales, imposera une ligne de conduite aux pays recherchant une place favorable sur les marchés mondiaux. Les réformes économiques et la coopération économique représentent des solutions pour les pays en voie de développement qui envisagent s'intégrer aux marchés des grandes puissances, aux marchés régionaux.

Le sujet de la thèse portera sur un exemple concret des conséquences de la régionalisation sur les pays en voie de développement, celui de l'Amérique du Nord. Le sujet précis traitera de la possibilité de l'insertion du Brésil et de l'Argentine, membres de Mercosur, aux marchés nord-américains, ainsi que les voies que chacun prendra pour réussir à se faire une place favorable sur les marchés mondiaux.

Le Sommet des Amériques de 1994 constitue un pas important au plan de la structure économique de l'hémisphère Ouest. L'intention des Amériques de mettre en place une zone libre échange serait passée au stade de négociation en 1998, à celui d'un accord par l'an 2005. Dans ce contexte, il est possible de constater que les pays en voie de développement de l'Amérique latine, à l'exception de Cuba, envisagent avec enthousiasme l'élimination des barrières commerciales des États-Unis. L'accès au géant américain semble prometteur pour des économies à faibles revenus.

Par contre, les événements précédent et suivant les deux Sommets des Amériques demandent une attention particulière. C'est-à-dire, certains pays de l'Amérique latine ont adopté une vision moins emportée face à la possibilité d'un accord libre échange hémisphérique. Le Brésil représente un cas par excellence de cette méfiance à l'égard d'un tel accord. Il en va de même pour

l'Argentine, malgré ses efforts précédents de rencontrer les critères en vue d'être intégrée à l'Aléna. Quoiqu'une zone de libre échange hémisphérique puisse profiter à ces deux pays, ces derniers semblent adopter des stratégies nationales qui visent davantage d'autres objectifs, tels une Zone de libre échange sud-américaine et des accords avec l'Europe et le Canada, à partir du renforcement de Mercosur.

Cette thèse a pour objectif d'identifier les positions du Brésil et de l'Argentine face à la possibilité d'un accord libre échange entre les Amériques, tout en situant celles-ci dans un contexte global de régionalisation. L'objectif principal de cette entreprise est d'aller au-delà de la recherche de Benoît Caron qui porte sur une période où l'Argentine visait l'insertion à l'Aléna, avec l'aide de données plus récentes.² La direction qu'adoptent l'Argentine et le Brésil face aux possibilités d'insertion aux marchés de l'Amérique du Nord a connu une tournure en 1997. Les données de recherche démontrent que tant l'Argentine que le Brésil s'intéressent d'avantage au renforcement de Mercosur et qu'un accord libre échange avec l'Amérique du Nord ne peut pas menacer l'existence du sous-groupe. Pour cette raison, cette thèse adopte en partie le cadre conceptuel adopté par Caron afin de reprendre ses données, tout en y ajoutant des éléments récents afin de démontrer que les conclusions de 1990-1996 subissent des variations à cause des changements qui se produisent depuis l'année 1997. Benoît Caron a ouvert la voie en ce qui a trait à la possibilité de découvrir la position du Brésil et de l'Argentine à l'intérieur de Mercosur, face à l'Aléna et aux pays de l'extérieur. Les conclusions de Caron sont justes pour la période étudiée. Par contre, les

² Benoît Caron, Integration Strategies in the South Cone: A Comparison of Argentina, Brazil and Chile, Ottawa, Faculté des Sciences Sociales, Département de Science Politique, Université d'Ottawa, avril 1998.

événements récents marquent un changement de position de l'Argentine face aux possibilités d'intégration aux marchés de l'Amérique du Nord et seule une étude de données récentes permet d'identifier la position actuelle de l'Argentine. Cette thèse a une double vocation. D'une part, elle propose de reproduire l'étude de Caron pour examiner ses résultats de recherches. D'autre part, elle vise à expliquer pourquoi les résultats récents ne concordent pas avec les résultats de Caron. Pour ce faire, un nouvel élément est ajouté, celui du virement de la stratégie de l'Argentine face au régionalisme et à l'Aléna.

Un premier chapitre tentera d'introduire le phénomène global de la régionalisation, afin d'expliquer les motivations derrière l'insertion des pays en voie de développement à l'économie globale. Le deuxième chapitre identifiera les possibilités d'insertion des pays de l'Amérique latine aux marchés nord-américains, à l'intérieur d'un cadre opératoire spécifique. Ce dernier énumérera les différentes possibilités d'insertion des pays, selon un critère d'évaluation précis: le niveau de réformes économiques adoptées par chacun. Un troisième chapitre évaluera les réformes économiques adoptées par le Brésil et l'Argentine, afin de déterminer les possibilités d'insertion disponibles à chacun. Les quatrième et cinquième chapitres identifieront les stratégies nationales adoptées par les pays en question pour deux périodes spécifiques: de 1990-1997, une analyse qui reprend les résultats de Caron et de 1997-1998, une analyse récente. Les politiques nationales se conforment-elles aux réformes économiques adoptées? Un dernier chapitre analysera les résultats de recherche des deux chapitres précédents, afin d'identifier la position du Brésil et de l'Argentine face aux possibilités d'insertion aux marchés de l'Amérique du Nord. Le niveau de réformes économiques adoptées déterminera les possibilités d'insertion; les stratégies nationales

détermineront les voies que choisissent les pays par rapport à ces opportunités.

La théorie disponible sur le sujet a offert une contribution importante sur les stratégies nationales brésiliennes et argentines, face à la structure économique hémisphérique. En général, les constats pivotent autour de deux axes: le Brésil vise le contre-bloque et l'Argentine s'intéresse à l'accession à l'Aléna. Les données de recherches de Benoît Caron se situent dans cette catégorie. Pendant la période de 1990 à 1997, on a constaté que les politiques argentines et brésiliennes différaient considérablement à l'intérieur de Mercosur. Il a même été question de la crainte que l'Argentine se retire du Mercosur pour s'intégrer à l'Aléna, cette possibilité n'étant pas disponible aux autres pays membres. Par contre, l'évolution récente des stratégies nationales des deux pays démontre qu'ils tombent en accord à plusieurs niveaux. Il semblerait que l'une des raisons principales de ces changements serait les succès que rencontrent l'Argentine et le Brésil depuis la consolidation de Mercosur. Avec les années, il devient de plus en plus évident que les échanges commerciaux entre l'Argentine et le Brésil intensifient et que l'accord Mercosur en est responsable.³ En plus, l'impossibilité du Président américain à adopter la clause "fast track" impose des restrictions majeures aux négociations d'accords de libre échange avec les États-Unis.⁴

En plus de l'ouvrage de Caron, Kabuasa Biko Recxon a travaillé sur l'intégration économique en Amérique latine dans sa thèse intitulée "L'insertion des pays en développement dans

³Paulo S. Wrobel, "A Free Trade of the Americas in 2005?", International Affairs, (Juillet 1998), Vol. 74, No. 3, pp. 552-553.

⁴Richard Feinberg, "Integrating the Americas", IGCC Policy Brief, (mai 1998), no. 10, p. 2.

les blocs comme approche de développement face au nouveau contexte: le cas des pays Andins”.⁵

Le tableau qui suit tentera d'énumérer les idées principales qui se retrouvent dans chaque thèse afin de démontrer la contribution de la présente thèse dans le domaine étudié.

⁵ Kabuasa Biko Recxon, L'insertion des pays en développement dans les blocs comme approche de développement face au nouveau contexte: le cas des pays Andins, Ottawa, Université d'Ottawa, 1999.

Tableau de comparaison des trois thèses

Thèses	Danielle Racine	Benoît Caron	Kabuasa Biko Recxon ⁶
Pays analysés	Argentine, Brésil	Brésil, Argentine, Chili	Pérou, Équateur, Bolivie, Colombie, Venezuela
Années	1997 à présent	1980-1996	1990-95
Variables indépendantes	Réformes économiques	Vulnérabilité en terme d'échanges, vulnérabilité financière et vulnérabilité socio-politique qui se traduit en la capacité d'adopter des réformes économiques.	Ressources et réformes économiques
Variables dépendantes	Stratégies nationales	Stratégies nationales	Stratégies nationales
Conclusions	Le renforcement de Mercosur semble faire l'ordre du choix de l'Argentine et du Brésil, quoique l'Argentine adopte des réformes plus prononcées que le Brésil.	Pour l'Argentine, le sous-groupe représente un pas vers la possibilité d'insertion à un des trois blocs économiques. Le Brésil fonde un contre-bloc. Le Chili cherche l'insertion unilatérale, une stratégie limitée sans la clause "fast track".	Les cas étudiés avec moins de ressources et moins de réformes forment des sous-groupes, les pays qui ont plus de ressources et plus de réformes forment des accords avec l'Aléna, le pays qui a moins de ressources et plus de réformes forme un sous-groupe.

HYPOTHÈSES

Danielle Racine:

Plus les réformes néo-libérales adoptées par un pays latino-américain sont prononcées, plus l'option d'accéder au bloc nord-américain de façon unilatérale sera disponible. Des réformes moins prononcées réduisent cette possibilité, les pays doivent suivre une autre voie, soit de tenter de s'insérer en groupe ou soit de porter un contrepoids au bloc nord-américain.

⁶ Kabuasa Biko Recxon, L'insertion des pays en développement dans les blocs comme approche de développement face au nouveau contexte: le cas des pays Andins, Ottawa, Université d'Ottawa, 1999.

Benoît Caron:

“...the greater the economic vulnerability, the greater will be the need to diversify their trade relations leading to a strategy representing the unilateral bloc entry model. In contrast, the less a country is vulnerable towards trade and investments in relation to the Triad and other regional countries, the more likely it will pursue a counter-balance strategy to increase its bargaining strength and enhance its access towards either the regional markets or those of major industrialised countries. States with moderate levels of vulnerability will pursue a strategy using sub-regional integration as a preparatory step into the trade blocs, as well as using the sub-regional entity as a forum to protect and enhance their current economic interests. However, for any of these strategies to be successful (but especially in the unilateral bloc entry strategy), the state will have to be willing to undertake major reforms to comply with the demands emanating from the trade blocs and or other international institutions”.⁷

Kabuasa Biko Recxon:

“...un pays pourvu de ressources et de réformes néo-libérales chercherait l’insertion dans la zone économique de l’Aléna. En revanche, celui qui aurait moins de ressources pratiquerait moins des réformes et choisirait de se regrouper avec d’autres partenaires pour s’insérer dans l’espace du Mercosur.”⁸

De son côté, Benoît Caron adopte une approche quelque peu différente dans sa thèse. En plus d’analyser les réformes économiques adoptées par les pays étudiés, il examine “le niveau de vulnérabilité des pays par rapport aux trois grands blocs”, “la vulnérabilité des échanges commerciaux” et “la vulnérabilité financière”.⁹ Kabuasa Biko Recxon adopte plus ou moins le même cadre opératoire que Caron, tout en étudiant le cas de pays différents. De mon côté, je m’attarde en particulier aux réformes. Malgré cette différence, chacun s’attarde au sujet des stratégies nationales des pays étudiés par rapport au phénomène de la régionalisation.

⁷ Benoît Caron, Op. cit., 1998, p. 44.

⁸ Kabuasa Biko Recxon, Op. cit., 1999, p. 12.

⁹ Benoît Caron, Op. cit., 1998, p. 45.

Les résultats de recherche de Caron sont similaires aux conclusions de cette thèse pour la période d'avant 1997. Le Brésil et l'Argentine adoptent des stratégies nationales différentes, vu leurs approches divergentes face aux possibilités d'intégration économique. Cependant, les conclusions divergent pour la période d'après 1997, suite à une tournure dans le changement de position de l'Argentine face à la possibilité d'accords libre échange avec les pays de l'Amérique du Nord. Cette présente thèse tentera de faire valoir ces différences, tout en tentant compte des résultats de recherche indispensables qui se retrouvent dans la thèse de Benoît Caron.

La littérature analyse les stratégies divergentes des deux pays et la position de Mercosur face aux négociations d'un accord hémisphérique. Depuis les changements qui sont survenus dans l'évolution des stratégies nationales des pays, la théorie s'est plutôt attardée à la politique du Brésil¹⁰ et de Mercosur¹¹ face à la structure hémisphérique. L'absence d'une analyse comparative des politiques du Brésil et de l'Argentine représente une déficience importante dans l'étude de la politique de Mercosur, tout en délimitant le champs d'étude. Premièrement, sans la clause "fast track", il est difficile de connaître la tournure des négociations d'un accord de libre échange hémisphérique. Les têtes d'États peuvent prendre de nouvelles voies si les négociations s'avèrent

¹⁰Joel Monfils, "La signification de la Zone de libre-échange sud-américaine dans la politique commerciale brésilienne", Communication présentée à l'occasion du colloque annuel de l'Association canadienne de science politique, Université d'Ottawa, (31 mai - 2 juin 1998), pp. 1-15.

¹¹Martin Roy et Ivan Bernier, "L'Aléna, le Mercosur et la construction de la ZLÉA", Communication présentée à l'occasion du colloque annuel de l'Association canadienne de science politique, Université d'Ottawa, (31 mai - 2 juin 1998), pp. 1-17.

être trop complexes.¹² Deuxièmement, la position de l'Argentine peut d'autant influencer la structure de Mercosur. Il est difficile de prédire les résultats des stratégies à ce stade, mais il est toujours possible de les évaluer et d'identifier les tendances régionales qui existent actuellement. Avant d'aborder l'analyse comparative des positions du Brésil et de l'Argentine face au régionalisme, le chapitre qui suit tentera d'identifier les tendances majeures du phénomène de la régionalisation et les possibilités d'intégration aux marchés mondiaux pour les pays de l'Amérique latine.

Les sources disponibles sur le sujet de coopération économique en Amérique latine sont en grand nombre. Le sujet intéresse de plus en plus le milieu universitaire. De même, il existe plusieurs sources sur le projet de Mercosur provenant de revues scientifiques, comme dans les ouvrages généraux. Cependant, il semble que les informations pertinentes pour ce projet émanent des revues spécialisées sur l'Amérique latine. Elles proposent des discours présidentiels et ministériels qui sont indispensables pour l'élaboration des variables dépendantes et leurs indicateurs respectifs pour évaluer les stratégies nationales de l'Argentine et du Brésil. Elles permettent de mettre en perspective la position de chaque pays face aux initiatives nord-américaines. En ce qui concerne les variables indépendantes, les indicateurs économiques retrouvés dans ces mêmes sources permettent d'évaluer le niveau de réforme adoptée dans chaque pays. Il est possible de procéder ainsi avec l'aide de statistiques énumérant les données respectives pour chaque indicateur. Les sources particulières utilisées pour les variables indépendantes et dépendantes sont citées à la fin des indicateurs respectifs de ces variables. Les sources supplémentaires se retrouvent dans la bibliographie.

¹²Op. cit., Paulo S. Wrobel, 1998, p. 558.

CHAPITRE I: Une structure économique mondiale transformée

La globalisation de l'économie monde signifie la régionalisation de l'économie monde. La fin de la Guerre froide marque le début d'une ère incontestée de l'idéologie néo-libérale et la formation de trois grandes zones économiques qui dominent les marchés économiques globaux.

Introduction

Il est important de noter à ce stade que la mondialisation n'est pas répartie dans le monde entier. En effet, elle se concentre dans les régions les plus industrialisées, à l'intérieur d'un processus de régionalisation. Dans ce contexte, une majorité des pays en voie de développement se trouve déconcertée et exclue de ce processus de mondialisation.

Ce chapitre tentera de mettre en lumière les différents éléments de la mondialisation et des réponses des nations face à celle-ci. Pour ce faire, une brève analyse des répercussions de la fin de la Guerre froide sur la scène mondiale permettra d'identifier les changements qui ont eu lieu dans le monde pendant et après cette période. Ensuite, une étude de ces transformations traitera en particulier du phénomène de la mondialisation et ses éléments constitutifs, dont l'émergence de blocs économiques pendant la période de la Guerre froide. La mondialisation de la production et de l'idéologie capitaliste néo-libérales, qui se répandent à un rythme sans précédent dans le monde, feront l'objet de cette partie. Enfin, une dernière section présentera les effets de la mondialisation sur les pays en voie de développement et leurs réponses face à un nouvel ordre mondial.

Ce chapitre mettra en évidence le caractère régional de la mondialisation. À cette fin, il s'agira de la mondialisation comme un processus de régionalisation. Et cette mondialisation reflète nécessairement une acceptation de plus en plus globale du mode de production capitaliste, suite au déclin de l'Union soviétique. Quoique la fin de la Guerre froide constitue un moment important dans l'histoire de la mondialisation, cette dernière est le produit de la période de l'après Deuxième Guerre mondiale. Pour cette raison, l'étude de la mondialisation doit être située en rapport avec les années 1960 jusqu'à aujourd'hui. Ce texte se rapportera à cette période de temps en temps, en vue d'expliquer les transformations de l'économie monde avant le déclin de l'Union soviétique. En plus, il sera utile de regarder les différents impacts de la mondialisation dans le contexte des rapports entre le centre et la périphérie. Ce phénomène a influencé la scène économique internationale de façon simultanée, même si les modalités diffèrent d'une zone à l'autre. La mondialisation représente un processus de régionalisation; elle n'est pas globale, mais son impact est mondial.

“Indeed, globalization is highly uneven in its scope and highly differentiated in its consequences.”¹³

1.1 La fin de la Guerre froide: la fin d'un monde bipolaire

La fin de la Guerre froide a marqué la fin d'un système bipolaire dans lequel les États-Unis et l'Union soviétique dominaient la scène internationale. Le déclin de l'idéologie socialiste de l'Union soviétique est marqué par l'expansion toujours plus grande du capitalisme dans le monde. ¹⁴

¹³Tim Allen et Alan Thomas, Anthony McGrew, “The Third World in the New Global Order”, Poverty and Development in the 1990's, Oxford, Oxford University Press, 1992, p. 262.

¹⁴Fred Halliday, “The Third World and the End of the Cold War”, dans Global Change. Regional Response: The New International Context of Development, éd. Barbara Stallings, New

Ce phénomène a contribué à la reconnaissance de la présence de nouvelles puissances économiques: le Japon et l'Allemagne. Le déclin de la menace soviétique a permis à ces pays de devenir autonomes face aux États-Unis. Pendant la Guerre froide, ces économies ont consacré beaucoup de leurs ressources pour l'établissement d'économies viables et même très puissantes. Malgré tout, tant que la menace soviétique persistait, les gouvernements du Japon et de l'Allemagne dépendaient des États-Unis pour des raisons de sécurité. La fin de la Guerre froide et l'avènement d'un monde multipolaire représentent un pas important pour ces économies. Chacune de ces dernières correspond dorénavant à l'une des trois plus grandes puissances économiques mondiales.¹⁵

1.2 L'économie remplace le facteur militaire: nouvelles tendances de la production

La réduction de la menace des armements a incité les acteurs internationaux à se concentrer davantage sur des questions économiques.¹⁶ La fin de la Guerre froide a contribué à la réalisation et à la reconnaissance de nouvelles tendances économiques qui ont émergé dans l'économie mondiale, plus particulièrement dans les trois dernières décennies de la Guerre froide.¹⁷ Un survol des développements économiques et des changements de modes de production permettra de mieux saisir les nouvelles tendances du système économique mondial.

York, Cambridge University Press, 1995, p. 33.

¹⁵Robert W. Tucker, "1989 And All That", Foreign Affairs, 69, 4 (Fall 1990), p. 97.

¹⁶Ibid., p. 104.

¹⁷Jeanne Kirk Laux, "The Changing World Economy: States in Competition", dans R. Mathews et autres, International Conflict and Conflict Management, p. 355.

La globalisation signifie la mondialisation du mode de production capitaliste. L'idéologie qui accompagne cette forme de production se répand à un rythme croissant.¹⁸ Mais il ne s'agit pas seulement d'une idéologie néo-libérale; les techniques de production, le système informatisé et les finances se globalisent.¹⁹ Toutefois, l'écart entre les économies des pays industrialisés et des pays en voie de développement demeure disproportionné. Les pays du centre transforment leurs moyens de production à l'aide de hautes technologies de pointe, tandis que les pays du tiers monde demeurent en retard dans ce domaine. C'est ainsi que se manifeste différemment la globalisation dans le monde. Les uns gagnent plus que les autres. L'avènement des nouveaux modes de production basés sur la haute technologie contribue à la division du monde entre le centre et la périphérie.

La transformation de la structure économique fordiste à la structure post-fordiste qui ressort de la crise de 1973-74 permet d'expliquer la marginalisation du tiers monde à l'intérieur de l'économie monde. La technologie nécessaire au fonctionnement de la structure post-fordiste représente le pivot du nouvel ordre économique mondial. La nature de la production change, elle requiert une main d'oeuvre qualifiée dans le domaine de l'organisation, une infrastructure et des moyens de communications viables. Le niveau d'adaptation technologique doit rencontrer des critères assez élevés. Malgré leurs efforts en vue d'industrialiser leurs économies, la majorité des

¹⁸Robert W. Cox, "Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle", Études internationales, (décembre 1990), pp. 694-695.

¹⁹W. Andrew Axline, Op. cit., 1995, p. 12.

pays du tiers monde ne peuvent pas fonctionner au même rythme que les pays du centre.²⁰

Le mode de production spécialisé va donner lieu à une concentration des ressources dans les pays industrialisés. Les statistiques démontrent que 80% des échanges commerciaux mondiaux s'effectuaient entre les pays de l'OCDE en 1989.²¹ Cette tendance à la concentration des échanges se produit depuis les années 1960. Des moyens de communications et de transportations de plus en plus efficaces ont rendu possible l'évolution vers une économie monde régionale.

La tendance des échanges entre les trois grandes puissances mondiales aurait davantage donné lieu à la concentration des ressources dans le centre. L'établissement des compagnies multinationales dans la périphérie a maximisé leurs profits grâce à la production de biens à un coût réduit par rapport aux coûts de production dans le centre. Une main d'oeuvre à bon marché et des standards environnementaux moins élevés représentent des facteurs attirant les firmes multinationales dans les régions en voie de développement.

“Since the 1970's, many firms seek to maximize profits through worldwide sourcing; that is by producing each segment of a final product at the lowest-cost site.”²²

Cette forme d'organisation de la production a facilité la mondialisation de la production dans la

²⁰Michael Dolan, “Global Economic Transformation and Less Developed Countries”, dans Global Transformation and the Third World, éd., Robert O. Slater, Barry M. Schutz, and Steven R. Dorr. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1993, p. 274.

²¹Paul Hirst et Grahame Thompson, “The Problem of Globalization: International Economic Relations, National Economic Management and the Formation of Trading Blocs”, Economy and Society, 21, (Novembre 1992), p. 366.

²²Jeanne Kirk Laux, Op. cit., p. 358.

zone du centre parce qu'une majorité des profits tirés de la globalisation de la production revient aux économies industrialisées du centre.²³

2 La formation de blocs et le nouveau régionalisme

L'émergence de blocs s'insère dans le processus de la régionalisation. C'est à dire, la concentration de la production économique mondiale dans le centre. Les blocs économiques sont des éléments empiriques (*de facto*) ainsi que des éléments "stratégiques" (*de jure*) qui reflètent les tendances de la régionalisation de l'économie monde. La formation de blocs économiques résulte de la volonté des acteurs de fonctionner dans un monde de plus en plus régionalisé.²⁴ Dans le contexte empirique de la régionalisation, les puissances économiques ont formulé des politiques en vue d'englober le mouvement régional à l'intérieur d'un cadre déterminé.

"The "new regionalism" is composed of an empirical dimension (regionalization) which refers to the emergence of regional patterns of globalized production, and a policy dimension (strategic regionalism) which refers to the specific goals of the various bloc leaders and their use of particular economic policies and mechanisms that define the nature and direction of regionalism."²⁵

2.1 Définition d'un bloc économique ambiguë

La structure économique mondiale d'après les années 1970 est caractérisée de la formation de blocs économiques.²⁶ L'intensification de la globalisation des moyens de production s'est

²³Claire Turenne Sjolander, "The Rhetoric of Globalization: What's in a Wor(1)d?", *International Journal*, IL, 4, (Automne 1996), p. 606.

²⁴W. Andrew Axline, *Op. cit.*, 1995, p. 16-17.

²⁵*Ibid.*, p. 19.

²⁶Paul Hirst and Grahame Thompson, *Op. cit.*, 1992, p. 369.

concentrée dans les régions industrialisées, ce qui les a conduit à former des régions d'échanges communs à partir du libre-échange inter-régional. Selon Norman Fieleke, l'intégration régionale est possible dans un contexte précis. Il énumère trois critères qui déterminent la possibilité de succès d'un projet d'intégration. En premier lieu, les membres doivent posséder des économies similaires en terme de développement et de buts recherchés. En deuxième lieu, les politiques des gouvernements face aux échanges mondiaux ne diffèrent pas énormément. En plus, le libre échange doit comporter tous les produits. En troisième lieu, la proximité géographique facilite les transactions des échanges commerciaux.²⁷ Si ce modèle est juste, il est possible de constater que les projets d'intégration se fondent autour de deux pôles: le centre et la périphérie. Les zones industrialisées et les zones en voie de développement constituent deux grands groupes de régions qui ne peuvent pas s'entre mêler. En ce qui concerne la zone européenne, ce modèle serait peut-être applicable. Toutefois, le cas de l'Amérique du Nord ne rencontre pas ces critères puisqu'il comprend le Mexique, un pays en voie de développement.²⁸ Ce problème requiert une distinction nouvelle entre les économies du monde industrialisé et celles de la périphérie.²⁹

²⁷Norman S. Fieleke, "One Trading World or Many: The Issue of Regional Trading Blocs", New England Economic Review, (Mai-Juin 1992), pp. 8-9.

²⁸Kim Anderson et Richard Blackhurst, Regional Integration and the Global Trading System, New York, Harvester Wheatsheaf, 1993, p. 3.

²⁹Jean-Pierre Bibeau, Introduction à l'économie internationale, Boucherville, Québec, Gaetan Morin éditeur, 1991, p. 261.

2.2 Les différents stades de développement dans le monde

L'exception ne fait pas la règle. Il est important de reconnaître l'importance de la croissance économique dans les pays sur une base individuelle. Il est possible de constater qu'il existe des puissances économiques dans le centre industrialisé qui possèdent des niveaux de croissance économique semblables. Toutefois, en ce qui concerne le tiers monde, il existe une variation entre le degré de développement dans les pays en voie de développement. Selon Michael Dolan, il existe quatre catégories de pays. Les nouveaux pays industrialisés de l'Asie tels Taiwan, la Corée du sud, le Hong Kong et le Singapour constituent la première. Les pays nouvellement industrialisés qui ont des problèmes de dette font partie de la deuxième catégorie, le Brésil et le Mexique en sont des exemples. Ces deux catégories comprennent les pays les plus industrialisés du tiers monde dans leur ordre respectif. Les deux dernières catégories comprennent les pays moins développés, tels que les pays nouvellement industrialisés et les pays qui "ne sont pas industrialisés."³⁰

Depuis les années 1970, certaines économies du tiers monde ont beaucoup évolué. Des nouveaux pays industrialisés ont passé d'une économie basée sur l'exportation de matières premières à l'exportation de produits manufacturés.³¹ Ces pays ont même connu une croissance économique sans précédent dans les économies du tiers monde faisant dorénavant concurrence aux pays industrialisés.³² Cette distinction permettra de mieux cerner l'impact de la mondialisation sur

³⁰Michael Dolan, Op. cit., 1993, pp. 279-280.

³¹Gary Gereffi, "Global Production Systems and Third World Development", dans Global Change, Regional Response: The New International Context of Development, éd., Barbara Stallings, New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 105-106.

³²Jean-Pierre Bibeau, Op. cit., 1991, p. 275.

des régions du tiers monde diversifiées. Avant de procéder à cette étude, il est important d'identifier les tendances économiques dans le centre.

La grande hégémonie économique mondiale d'après la Deuxième Guerre mondiale promouvait le libre échange.³³ En effet, les États-Unis ont largement bénéficié de l'ouverture des marchés pendant cette période. Par conséquent, les acteurs américains adhèrent à l'idée d'un libre-échange multilatéral dans l'économie monde. Malgré les efforts du GATT pour encourager le multilatéralisme, le monde a connu l'émergence de blocs économiques et de marchés régionaux protégés dans les régions de l'Asie, l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord.

2.3 La régionalisation, vers une politique néo-mercantiliste

L'agglomération des ressources dans le centre constitue un facteur du processus de régionalisation, la menace de la souveraineté étatique en est un autre.³⁴ Selon Bjorn Hettne, la menace de la perte de pouvoir étatique national encourage les pays à poursuivre une politique néo-mercantiliste. A l'intérieur de ce cadre, les membres des régions chercheraient à fonder un État pour la région. C'est à dire, ils cherchent à établir une entité politique régionale capable de se substituer aux États nations qui voient leur influence sur la scène mondiale décliner, pour des raisons de stabilité économique, politique et sociale.³⁵

³³Jaime de Melo, Arvind Panagariya, The New Regionalism in Trade Policy, Washington D.C., World Bank, 1992, pp. 4-5.

³⁴W. Andrew Axline, Op cit., 1995, p. 18.

³⁵Bjorn Hettne, "Neo-Mercantilism: The Pursuit of Regionness", Cooperation and Conflict, 28, (1993), p. 221.

Le cas de l'Europe semble confirmer cette théorie. L'Union européenne a émergé pour des raisons de sécurité face à la menace soviétique. Ce projet d'intégration régionale représente un moyen de protéger la région.³⁶ Le cas de l'Aléna semble toutefois un peu différent. L'union politique ne constitue pas un élément dans cet accord strictement de libre-échange.³⁷ D'un autre côté, le bloc régional asiatique n'est pas une entité officielle tels que sont les blocs européens et américains. Toutefois, la puissance du Japon et son association régionale à d'autres pays offrent la possibilité de la formation d'un bloc dans le futur et les niveaux d'échanges commerciaux à l'intérieur de cette région permettent de stipuler qu'ils forment en effet un bloc.³⁸

Quoique les blocs diffèrent dans leurs formes et leurs fondements, ils possèdent tous un avantage commun sur la scène économique mondiale: le statut de puissance économique mondiale. La majorité des échanges commerciaux mondiaux s'effectuent entre ces trois régions à elles seules (80% des échanges mondiaux en 1989).³⁹ Il est donc possible de conclure que la régionalisation s'est produite dans ces régions et que le régionalisme constitue une politique régionale réelle émergente du processus de globalisation.

³⁶Ibid., p. 225.

³⁷Christian Deblock et Dorval Brunelle, "Une intégration régionale stratégique: le cas nord-américain, Études internationales, XXIV (septembre 1993), p. 600.

³⁸Paul Hirst and Grahame Thompson, Op. cit., 1992, p. 369.

³⁹Ibid., p. 366.

2.4 Le nouveau régionalisme versus l'ancien régionalisme

L'émergence des régions de l'Amérique du Nord et de l'Asie s'encadrent à l'intérieur d'un nouveau type de régionalisme. Cela peut contribuer en partie aux différences entre ces deux groupes et la région européenne. Selon Bjorn Hettne, il existe certaines différences entre le régionalisme émergeant au début de la guerre froide et le régionalisme des années 1980.

“Current regional projects are not only carried out in a changing world order but the whole concept of regional cooperation is also changing.”⁴⁰

<i>Ancien régionalisme</i>	<i>Nouveau régionalisme</i>
Dans un monde bipolaire	Dans un monde tripolaire
Établi par les deux grandes puissances: les États-Unis et l'Union soviétique	Établi par les pays membres eux-mêmes
Objectifs précis	“Processus multidimensionnel” ⁴¹

La distinction de Hettne entre les deux types de régionalismes met en lumière un caractère important du nouveau régionalisme. Les régions se forment indépendamment des grandes puissances de la guerre froide, ce qui leur permet de se construire une place de plus en plus importante dans l'économie mondiale. Ces régions peuvent voir un succès économique plus important encore, sans les restrictions de type militaire qui ont hanté la scène internationale pendant les

⁴⁰Bjorn Hettne, “The New Regionalism: Implications for Development and Peace”, dans The New Regionalism: Implications for Global Development and International Security, éd , Bjorn Hettne and Inotai Andras, Helsinki, UNU World Institute for Development and Economics Research, 1994, p. 1.

⁴¹Ibid., pp. 1-2.

quarante années d'après la Deuxième Guerre mondiale. Ce succès peut ressortir du nouveau régionalisme. De plus, le nouveau régionalisme étant d'ordre "économique, politique, culturel et social" favorise une homogénéité à l'intérieur de la région. Ce caractère homogène peut favoriser des ententes commerciales conformes aux besoins des pays membres.⁴² Le succès d'un projet régional dépend largement de la cohérence des intérêts des pays membres. Le cas de l'Accord de libre échange en Amérique latine (Alale) permet d'appuyer cet argument. Le manque d'homogénéité entre les pays membres constituait un obstacle majeur au développement de ce projet d'intégration. Ce projet de libre-échange entre des régions divergentes, possédant des économies à différents stades de développement, démontre qu'il est difficile d'entreprendre le régionalisme dans un tel contexte.⁴³

À première vue, le cas nord-américain semble faire exception à cette règle. L'insertion d'un pays du tiers monde à un bloc économique s'avère être possible. Toutefois, il est important de noter que le Mexique adapte mieux son économie aux nouvelles conditions favorables à son intégration dans l'économie mondiale. De là l'importance de la dichotomie entre les pays du tiers monde. Certains, comme le Mexique et les NPI, possèdent des économies capables de rivaliser avec les pays développés. L'économie mexicaine ressemble plus aux économies des pays du centre que certaines autres économies de la périphérie. Elle ne sera pas exclue du processus de régionalisation qui favorise les échanges entre les trois grandes régions du monde. Ces échanges commerciaux marginalisent les pays qui n'en sont pas membres.

⁴²Ibid., p. 11.

⁴³Norman S. Fieleke, Op. cit., 1992, p. 9.

“... in that their trade has become more inward, among bloc members, and less outward with the rest of the world.”⁴⁴

Les champs d'échanges deviennent plus intenses à l'intérieur des blocs qu'entre les blocs et cette intensité entre les blocs surpasse les échanges des blocs avec le tiers monde. Les pays en voie de développement sont ainsi marginalisés dans le processus de globalisation qui est la régionalisation. Ce phénomène caractérise le nouveau régionalisme, la politique stratégique des États englobe le processus de la régionalisation, qui est une réalité empirique.⁴⁵

3 La mondialisation: marginalisation ou prospérité dans le tiers monde?

Les transformations régionales mentionnées au tout au long du texte, de la période de la Guerre froide à nos jours, affectent le développement économique des pays en voie de développement. En général, ces derniers sont marginalisés des grands centres industriels si ce n'est du fait que leurs économies sont bien moins développées au plan de la production. Malgré ceci, il existe différents degrés de marginalisation des différents pays constituant le tiers monde. La classification de Dolan peut servir de référence pour comprendre les effets divergents de la mondialisation sur les pays en voie de développement. Il semblerait que l'impact le plus pertinent serait le retard de l'évolution technologique dans la plupart des pays du tiers monde. L'ère post-fordiste, associée au processus de mondialisation, aura pour conséquence une marginalisation plus accentuée des pays en voie de développement les moins industrialisés.⁴⁶

⁴⁴Ibid., p. 18.

⁴⁵W. Andrew Axline, Op. cit., 1995, pp. 21-22.

⁴⁶Robert Cox, Op. cit., 1990, p. 697.

3.1 La disparité des économies du tiers monde

La période de la Guerre froide a énormément influencé le rendement économique du tiers monde. Les investissements de capitaux et l'aide au développement se répartissaient selon la position des pays face aux deux superpuissances. Malgré ceci, l'association économique avec les États-Unis, la puissance économique la plus puissante du monde, semblait plus prometteuse. Une majorité des pays du tiers monde suivaient la voie capitaliste.⁴⁷ La fin de la Guerre froide a marqué le début du triomphe du capitalisme global. Le déclin de l'idéologie communiste a confirmé la crédibilité du capitalisme comme seul et unique système économique viable.⁴⁸

L'un des éléments importants de la fin de cette période serait l'insertion des économies de l'Europe de l'Est dans l'économie mondiale. Ces économies feront concurrence aux économies du tiers monde. L'activité post-fordiste nécessite une infrastructure moderne qui peut suffire à la production rapide et efficace et la proximité géographique peut faciliter le transport des produits.⁴⁹ Ainsi, la situation géographique des pays de l'Est peut favoriser leurs échanges commerciaux avec l'Europe de l'Ouest. En plus, ces pays possèdent une infrastructure mieux adaptée à la production. Ces conditions attireront peut-être l'investissement de capitaux et l'aide au développement provenant des pays industrialisés. Dans cette optique, les pays de l'Europe de l'Est peuvent détourner les avantages commerciaux des pays du Sud vers l'Est.⁵⁰

⁴⁷Fred Halliday, Op. cit., 1995, p. 42.

⁴⁸Ibid., p. 59.

⁴⁹Charles Oman, Op. cit., 1994, p. 19.

⁵⁰Michael Dolan, Op. cit., 1993, p. 269.

3.2 Le post-fordisme et le tiers monde

Malgré l'avantage de l'Europe de l'Est sur les pays en voie de développement du Sud, chacun se trouve défavorisé par les nouveaux modes de production post-fordistes, par rapport aux pays du centre. Le nouveau système requiert la possibilité de fabriquer un produit instantanément, sans l'inconvénient de la production de masse conduisant au gaspillage de ressources. La production "juste à temps" peut favoriser l'établissement des moyens de production à l'intérieur des pays développés du centre. La technologie disponible dans ces régions, ainsi que la proximité géographique la plus près peut favoriser ce type de production.⁵¹ Les avantages d'une main d'oeuvre à bon marché ne représentent plus le pivot de la production comme à l'ère fordiste. Le post-fordisme va davantage marginaliser les pays du tiers monde, à l'exception des nouveaux pays industrialisés. Toutefois, cette marginalisation sera plus accentuée dans certaines régions que d'autres, en particulier les pays exportateurs de ressources naturelles.

3.3 L'existence d'un tiers monde, un fait du passé?

Malgré ces transformations du système de production, la transition du fordisme au post-fordisme n'est pas complète. C'est à dire, le fordisme existe encore et ce système maintient la division entre les pays du tiers monde. Les pays nouvellement industrialisés et les autres pays qui exportent des produits manufacturiers sont avantagés comparativement aux pays qui dépendent toujours d'économies basées sur l'exportation de produits bruts. Les pays de l'Asie concentrent leurs efforts sur l'exportation des produits manufacturiers, tandis que certains pays de l'Amérique

⁵¹Gary Gereffi, Op. cit., 1995, p. 103.

Latine et de l'Afrique Sub-saharienne dépendent toujours des exportations de produits naturels.⁵² Cette dernière catégorie se retrouve dans une situation particulièrement précaire. Les produits naturels constituent une classe de produits d'échange clairement défavorisés par rapport aux produits manufacturiers. La substitution et le recyclage permettent aux pays industrialisés d'utiliser de nouvelles ressources, ce qui a encouragé une baisse tendancielle des prix de produits naturels sur les marchés mondiaux. En plus, l'imposition de barrières tarifaires sur les importations des produits naturels de la périphérie a contribué la dévalorisation de l'exportation de ces produits.⁵³ En ces termes, les nouveaux pays industrialisés de l'Asie profitent d'une situation économique plus prometteuse.

3.4 Conclusion: la régionalisation, un processus de marginalisation

La tendance vers la régionalisation impose de nouvelles restrictions au développement des marchés économiques des pays de la périphérie. En particulier, le développement de la technologie de haute pointe marginalise davantage les pays en voie de développement. Les économies retardataires dans ce domaine auront de plus en plus de difficultés à investir dans l'économie monde. La disparité entre les pays du centre et les pays en voie de développement ne peut que s'accroître. La possibilité de participation des pays en voie de développement dans les échanges commerciaux mondiaux dépendra de leur capacité d'introduire des capitaux de haute technologie, l'établissement d'une infrastructure mieux adaptée aux besoins de la production post-fordiste et

⁵² **Ibid.**, p. 107.

⁵³ Jean-Pierre Bibeau, **Op. cit.**, 1991, p. 291.

l'éducation des membres de la force de travail.⁵⁴

Le processus de régionalisation impose ce défi aux pays en voie de développement.

Les blocs économiques vont imposer davantage les aspirations néo-libérales aux pays en voie de développement, surtout dans une ère où le capitalisme ne se retrouve plus contesté, comme dans le temps de la guerre froide. Les pays en voie de développement devront promouvoir la “déréglementation, le libre échange et l'ouverture des marchés aux marchés extérieurs”, pour prendre part dans le processus de la globalisation.⁵⁵ L'adhérence à cette idéologie représente un critère pour attirer les investissements et l'aide au développement dans les pays en voie de développement.⁵⁶ La marginalisation des pays en voie de développement dépend de leur capacité à prendre de nouvelles voies. Ces dernières vont porter fruit seulement si les politiques stratégiques de ces pays sont compatibles avec l'idéologie néo-libérale. Il semble que la nouvelle génération de coopération régionale dans le tiers monde va prendre cette direction en vue de se faire une place sur les marchés mondiaux.

⁵⁴ Gary Gereffi, Op. cit., 1995, p. 133-134.

⁵⁵ W. Andrew Axline, Op. cit., 1995, p. 26.

⁵⁶ Ibid., p. 27.

CHAPITRE II: L'Amérique du Nord: l'accession ou le contre bloc

La coopération régionale contemporaine est une réponse des pays en voie de développement face au nouveau régionalisme.⁵⁷ L'objectif consiste en s'intégrer en sous-groupe pour la futur intégration aux marchés régionaux (qui en réalité sont les marchés mondiaux concentrés dans trois grandes régions: Amérique du nord, Asie pacifique, Union européenne). Cependant, ces réponses dépendent largement des intérêts nord-américains. Ces derniers s'inscrivant à l'intérieur d'un cadre néo-libéral spécifique qui promeuve la libération des marchés, Mercosur représente un projet d'intégration qui vise la libération des marchés, l'ouverture des marchés et la réduction de la dette de ses membres en vue de s'insérer aux marchés mondiaux. Le Brésil et l'Argentine doivent adopter des réformes néo-libérales. Ces dernières constituent des demandes précises provenant de la part des États-Unis dans le cadre de l'établissement d'un accord libre échange hémisphérique par l'insertion progressive des pays à l'Aléna. Les pays en voie de développement doivent nécessairement rencontrer certains critères économiques libéraux pour rendre leurs économies compatibles avec les pays de l'Aléna.

Avant d'aborder la discussion des opportunités des cas étudiés, il est important de faire quelques remarques au sujet des situations politiques au Brésil et en Argentine en 1997. Ces dernières influencent aussi les opportunités de ces pays. L'adoption de réformes économiques peut se faire au détriment des acteurs sociaux d'un pays. En Argentine, en 1997 par exemple, le président Carlos Menem, élu depuis 1989, a connu un défaite politique alors que l'Alliance (UCR

⁵⁷W. Andrew Axline, 1995, *Op. cit.*, p. 17.

et FREPASO) a gagné du pouvoir lors de l'élection congressionnel.⁵⁸ Les résultats de cette élection sont particulièrement significatifs, l'Alliance représente une opposition aux objectifs de réformes du président. Quoique l'Alliance ne stipule pas directement de reconsolider la politique économique adoptée jusqu'à maintenant, elle promeut l'équité sociale en Argentine.⁵⁹ Cet événement peut avoir l'effet de limiter le président à adopter des mesures économiques néolibérales.

Il semblerait que Carlos Menem aurait imposé des politiques économiques et sociales controversées dans le passé. Par exemple, les droits des travailleurs furent rétrécis avec l'aide d'un "pouvoir politique" peu contesté.⁶⁰

"Instead of trying to reach agreement on policy with political or social bodies by institutional means, an attempt was made to weaken parties, labor unions, and other organizations within the system".⁶¹

Dans ce contexte, il est fort possible que survienne un changement de direction dans la politique du gouvernement. L'Alliance représente dorénavant une opposition réelle au sein du gouvernement. Cette opposition valorise la distribution équitable des ressources, un objectif peu compatible avec

⁵⁸ "PJ Lost More Than the Alliance Won", Latin American Weekly Report, 11 novembre 1997, p. 506.

⁵⁹ "We Will Not Touch Convertibility", Latin American Weekly Report, 12 août 1997, p. 374.

⁶⁰ Donald G. Richards, "Dependant Development and Regional Integration: A Critical Examination of the Southern Cone Common Market", Latin American Perspectives, Volume 24, numéro 6, 1997, p. 149.

⁶¹ "Forging a Political Consensus: Four Politicians Discuss the National Agenda" dans Argentina: The Challenges of Modernization, éd., Joseph S. Tulchin et Allison M. Garland, Wilmington, Delaware, Scholarly Resources Inc., 1998, p. 12.

un programme de réforme qui peut négliger le bien-être social à court terme. Ces événements ne manqueront pas d'influer la politique nationale de l'Argentine. Ceci ajoute à la complexité d'évaluer les stratégies nationales du gouvernement. Malgré ceci, cette thèse tente du mieux que possible d'évaluer les décisions prises par les autorités argentines pendant la période d'après l'élection de 1997 en Argentine.

Le cas du Brésil n'est pas moins complexe. Le président Fernando Henrique Cardoso, élu en 1994, fait face au défi d'adopter la réforme économique dans un contexte difficile. L'économie brésilienne requiert une réforme sociale qui tient compte d'une distribution équitable des ressources, une politique pas nécessairement compatible avec la réforme économique.⁶² D'un côté, le gouvernement subi des pressions externes en vue de stabiliser son économie. D'un autre côté, il existe quelque 5000 organisations non-gouvernementales au Brésil qui demandent de meilleures conditions de vie pour la population brésilienne.⁶³

Comme dans le cas de l'Argentine, le gouvernement du Brésil doit satisfaire à des demandes sociales importantes afin d'assurer un minimum de sécurité économique chez leurs populations respectives. L'adoption de réformes néo-libérales peut poser des effets dévastateurs chez les économies en voie de développement. Par exemple, la réduction du rôle de l'État promeuve la coupure de certains services cruciaux afin de remédier à la pauvreté dans la société. Dans ce

⁶²Institute for European-Latin American Relations, "Brazil under Cardoso: Returning to the World Stage?", janvier 1995, p. 25.

⁶³ Ibid., p. 26.

contexte, les réformes néo-libérales ont pour effet d'aggraver la situation. La situation politique des pays étudiés demeure complexe et de là une des faiblesses d'une analyse des pays à un niveau plus global. Des changements de gouvernements ou la pression de groupes vont alterner la politique externe des pays. Malgré ceci, ce travail tente d'évaluer du mieux que possible la position de chaque pays face au régionalisme et à la possibilité d'accords libre échange économiques, tout en maintenant que le sujet demeure complexe.

1. Les opportunités des pays en voie de développement

La coopération régionale contemporaine diffère des premières générations de coopération en ce qu'elle envisage l'ouverture des marchés vers l'extérieur plutôt que la politique des importations aux substitutions. L'objectif consiste en s'intégrer aux marchés régionaux des trois grands blocs économiques. La possibilité de succès des pays en voie de développement dépend de la nature de leurs économies. Le succès économique des pays les plus avancés pourra peut-être leur permettre de développer des arrangements bilatéraux avec les grandes puissances ou bien de s'intégrer à un bloc régional comme le cas du Mexique. Cependant, cette voie ne sera pas ouverte à tous. Les pays les moins développés devront prendre une autre voie, vu la faiblesse de leurs économies. La coopération régionale peut s'avérer être prospère dans le futur.⁶⁴

En Amérique latine, plusieurs pays poursuivent cet objectif. Leur insertion aux marchés mondiaux dépend en partie de leur volonté à s'intégrer aux économies des pays industrialisés de l'Amérique du Nord. Pour ce faire, ils adoptent des politiques économiques néo-libérales et

⁶⁴ Ibid., p. 35.

négocient des accords avec les États-Unis, le Canada et le Mexique. L'accord signé entre le Canada, les États-Unis et le Mexique ouvre des portes antérieurement inaccessibles aux pays en voie de développement de l'Amérique latine. Plusieurs de ces pays envisagent la possibilité de leur insertion à l'intérieur de l'Aléna.

“Some of these factors have arisen in response to the free trade area between the United States and Canada to Mexico and, eventually to other countries in the region.”⁶⁵

1.1 Accession aux marchés nord-américains

Il existe plusieurs possibilités d'intégration aux marchés mondiaux, et plusieurs éléments entrent en ligne de compte. Malgré ceci, le choix d'insertion doit nécessairement refléter l'intérêt du bloc en ce pays.

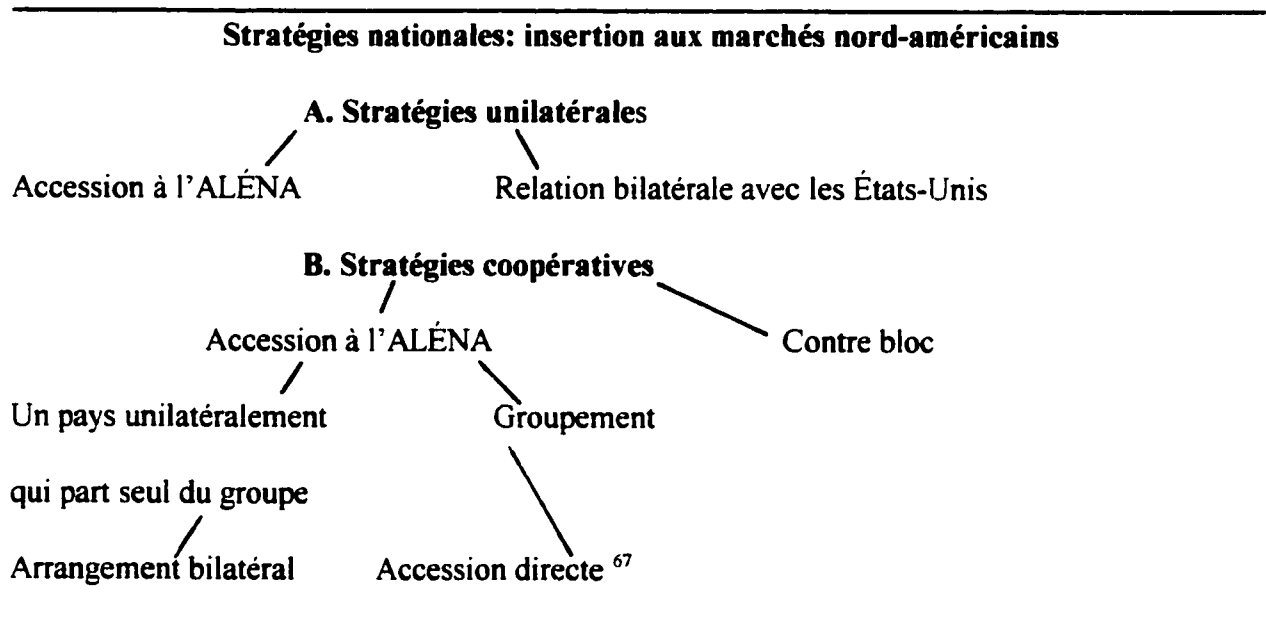
“The most important factor involved in the strategies available to a given state is the policy of the dominant bloc member (s) towards that state.”⁶⁶

Le bloc économique impose les conditions d'une possibilité d'accession, en terme de réformes économiques que doit adopter un pays en question. Le niveau de réformes adoptées en actualité et l'intérêt économique du bloc en ce pays vont déterminer le choix de stratégie nationale en vue de s'intégrer au bloc. Par exemple, la possibilité d'un pays à s'intégrer à l'Aléna unilatéralement requiert un niveau de réforme très élevé et une économie stable, diversifiée et prospère. C'est à dire, le pays doit suivre le cadre néo-libéral imposé par les États-Unis. D'un autre côté, dans le cas

⁶⁵Gert Rosenthal, “Regional Integration in the 1990's”, CEPAL Review 50 (Août 1993), p. 12.

⁶⁶W. Andrew Axline, Op. cit., 1995, p. 35.

d'un pays relativement sous-développé, il n'est pas possible d'envisager cette méthode d'insertion. L'accession à un sous-groupe, en vue de renforcer sa position dans la hiérarchie des économies, présente une opportunité plus réaliste. Ce sous-groupe pourra envisager des ententes avec des membres du bloc ou avec le bloc à l'intérieur d'un arrangement entre le sous-groupe et le bloc économique. Le schéma ci-dessous énumère quelques possibilités d'intégration d'un pays en voie de développement, au bloc nord-américain.



Les possibilités d'accession au bloc nord-américain sont donc intimement reliées au niveau de réformes adoptées par un pays en particulier. Il est possible de déduire une hypothèse générale à partir de cette prémisse: plus les réformes néo-libérales adoptées par un pays latino-américain sont

⁶⁷Graphique tirant ses données dans le cours POL7605. Pour plus de renseignements, voir W. Andrew Axline, Globalization, Marginalization and Integration: The New Regionalism and Developing Countries, Ottawa, Université d'Ottawa, Working Paper, 1995, pp. 33-35.

prononcées, plus l'option d'accéder au bloc nord-américain de façon unilatérale sera disponible. Des réformes moins prononcées réduisent cette possibilité, les pays doivent suivre une autre voie, soit de tenter de s'insérer en groupe ou soit de porter un contrepoids au bloc nord-américain.

Cette hypothèse est basée sur la notion de réforme. L'opportunité dépend des réformes en fonction des critères d'adhésion imposés par les États-Unis. Sur une échelle, les possibilités correspondent aux réformes d'un côté, et aux stratégies nationales de l'autre. Les stratégies nationales dépendent du niveau de réformes adoptées. Ainsi, le niveau de réforme (politique interne) représente la variable indépendante, les stratégies des pays en vue d'accéder au bloc, la variable dépendante influencée par les réformes.

1.2 L'Entreprise des Amériques

L'Entreprise des Amériques (juin 1990) constitue un cadre dictant les attentes américaines à l'égard des pays en voie de développement en Amérique latine, en vue de construire une zone de libre échange hémisphérique. L'objectif serait l'harmonisation des relations d'échanges commerciaux entre les partenaires, ce qui promettrait une accession plus importante aux marchés américains, ainsi que la formation d'un contre-bloc économique, face à l'Union européenne et l'Asie du sud-est.⁶⁸ L'entreprise propose un accord libre échange hémisphérique.⁶⁹ Un tel accord permettrait aux États-Unis de renforcer leur position hégémonique dans le monde avec l'aide de

⁶⁸Winston Fritsch, Latin America in a Changing Global Environment, Paris, Organization For Economic Co-Operation and Development, 1992, p. 11.

⁶⁹Ibid., p. 14.

recettes provenant d'un continent entier. Il permettrait davantage aux pays en voie de développement à sécuriser leur accès aux marchés américains.

Toutefois, rien n'est gratuit. L'Entreprise des Amériques spécifie les réformes à entreprendre en Amérique latine afin de s'intégrer au bloc nord-américain. La stabilité macro-économique, la libéralisation des échanges commerciaux et la privatisation constituent des éléments de réformes essentielles pour la future adhésion aux marchés américains. L'accès à des investissements étrangers, l'aide au développement et le traitement favorable des échanges commerciaux dépendent du niveau de réformes économiques adoptées par les gouvernements respectifs, qui souhaitent améliorer leurs conditions d'échanges avec l'Amérique du Nord. L'intérêt américain en Amérique latine est non négligeable. Les réformes économiques et la voie démocratique promeuvent des économies plus stables. L'Entreprise des Amériques consiste en un moyen d'assurer un niveau d'échange sain et continu entre les États-Unis et les pays de l'Amérique latine.

“Economic reforms and pent-up import demand have made Latin America the fastest growing market for U-S exports, in recent years accounting for one-sixth of the total increase in U.S sales abroad.”⁷⁰

1.3 Les Sommets pour les Amériques

Tout comme l'Entreprise des Amériques, les Sommets pour les Amériques (Miami 1994 et Santiago 1998) proposent un accord de libre échange hémisphérique. Ce projet incite les membres

⁷⁰Sylvia Saborio, “The Long and Winding Road from Anchorage to Patagonia”, dans The Premise and the Promise: Free Trade in the Americas, éd., Sylvia Saborio et al., Transaction Publishers, New Brunswick (USA), 1992, p. 11.

à conclure un accord pour l'année 2005.⁷¹ Quoiqu'il soit difficile d'organiser un tel accord, les pays de l'Aléna promeuvent une méthode d'adhésion particulière. Ils promeuvent l'insertion "progressive" des pays de l'Amérique latine au bloc économique de l'Amérique du Nord (Aléna).⁷² De son côté, Bill Clinton, le président des États-Unis, envisage cette politique, mais en spécifiant que l'intégration des pays individuels à l'intérieur de l'Aléna serait plus appropriée que l'insertion en groupe. Cette politique se manifeste dans la clause "fast track" que Clinton a présenté au Congrès américain.

"This conclusion is based on the fact that Clinton's request envisages negotiations with individual countries, and not with blocs."⁷³

2. Mercosur: la voie du Brésil et de l'Argentine: le choix comparatif

Le Brésil et l'Argentine s'unissent à l'intérieur d'un sous-groupe pour renforcer leurs positions économiques sur les marchés mondiaux. Cette section présente un cadre opératoire permettant d'analyser les intentions de chaque pays à l'intérieur du sous-groupe et à l'égard des possibilités d'intégration aux marchés de l'Amérique du Nord.

⁷¹William A. Dymond et C. William Rolunson, "MERCOSUR: A Southern Partner For NAFTA", Policy Options, novembre 1995, p. 5.

⁷²Ibid., p. 6.

⁷³"Caution, Suspicion and Opposition Greet Clinton's Request for "Fast Track", Latin American Weekly Review, 30 Septembre 1997, p. 445.

2.1 Les caractéristiques du traité d'Asuncion, compatibilité avec l'Aléna ou le contreponds

Mercosur représente une réponse stratégique pour renforcer le pouvoir économique de ses membres. L'Argentine et le Brésil recherchent l'accès aux marchés mondiaux. Pour ce faire, ils ont signé le traité d'Asuncion, en 1991, avec le Paraguay et l'Uruguay. Ce traité visait l'établissement d'un accord de libre échange à l'intérieur d'un marché commun. Ainsi, ils ont adopté un tarif extérieur commun.⁷⁴ Le caractère propre du marché commun requiert une coordination politique, ainsi qu'économique. L'engagement des membres de Mercosur démontre la volonté de ceux-ci à construire un arrangement qui ressemble à l'Union européenne, adoptant des politiques néo-mercantilistes fermées et qui s'éloigne du modèle de l'Aléna, qui se limite à un accord libre échange adoptant des politiques économiques plus ouvertes face à l'extérieur.⁷⁵

Les membres de Mercosur se sont engagés à éliminer les barrières commerciales avant la fin de l'année 1994. En 1995, 85% des produits faisaient l'ordre de la liste de produits bénéficiant du libre échange. Les tarifs douaniers prévus pour la liste d'exceptions devront être supprimés dans les quatre années qui suivent. L'établissement d'un tarif extérieur commun (TEC) devait suivre en l'an 1995. L'implantation d'un TEC fut également un succès. À quelques exceptions près, le tarif extérieur commun varie de 0 à 20% dépendant des produits en question. Les tarifs qui font l'ordre

⁷⁴Randy Mye and Lorena Palagonia, "MERCOSUR's Potential Market is Now Over 200 Million People with a Combined Economy of Nearly \$1 Trillion", Business America, Vol. 117 (août 1996), p. 17.

⁷⁵Dorval Brunel et Christian Deblock, "Economic Regionalism under FTAA and MERCOSUR: James Monroe or Simon Bolivar?", <http://.powrean...TAAandMERCOSUR.cfm>, p. 9-10.

d'exceptions devront être supprimées par l'an 2006 pour toute la région.⁷⁶

En général, Mercosur fut un succès important dans la région. Le commerce à l'intérieur de la région a connu une hausse de 177% de l'année 1991 à 1994, de \$U-S 3.6 milliards en 1991 à \$U-S 10 milliards en 1994.⁷⁷ Une augmentation aussi drastique des échanges régionaux démontre la volonté des membres à poursuivre leurs objectifs précisés plus haut.

Mercosur représente un cas intéressant en ce qu'il constitue un marché commun. C'est-à-dire, les membres ont adopté un tarif extérieur commun. Ce dernier empêche que les pays membres individuels signent des accords avec des pays de l'extérieur.⁷⁸ Les arrangements signés avec d'autres pays doivent se faire en groupe, selon la formule 4+1. Jusqu'à date, les membres de Mercosur se montrent très ouverts à l'égard de cette perspective. L'association du Chili et de la Bolivie à Mercosur démontre la volonté d'ouverture de ce dernier aux autres pays de l'Amérique latine. Ces deux pays profitent de la suppression des obstacles aux échanges commerciaux en tant que "membres associés".⁷⁹

⁷⁶"Le Mercosur: un champion en puissance", Op. cit., 1997, p. 29.

⁷⁷Martin Roy, Op. cit., 1995, p. 113.

⁷⁸Rodney Dobell et Michael Neufeld, Beyond NAFTA: The Western Hemisphere Interface, British Columbia, Oolichan Books, 1993, p. 135.

⁷⁹"Le Mercosur: un champion en puissance", Op. cit., 1997, p. 30.

En ce qui a trait au cadre institutionnel de Mercosur, il n'existe pas d'instance supranationale. Les ministres inter-gouvernementaux regroupent les institutions du groupe.⁸⁰ Cette caractéristique constitue un point important à noter parce que l'absence d'une instance supranationale renforce la position du pays le plus puissant à l'intérieur du groupement, qui dans ce cas est le Brésil. Ce pouvoir régional constitue un poids considérable qui impose parfois sa volonté aux autres membres de Mercosur.

Malgré ceci, le poids des États-Unis demeure considérable dans la région et la proposition Bush a porté une influence plus importante sur la direction des pays en Amérique latine. Tout comme l'Argentine, le Brésil ne fait pas exception à ce niveau. C'est-à-dire, ils se proposent d'améliorer les relations avec les États-Unis, le géant commercial de la région. La proximité et la largeur de ce marché encouragent les deux pays en question à subir des réformes économiques en vue d'attirer les capitaux nord-américains.

Une analyse comparative des stratégies nationales de l'Argentine et du Brésil face à Mercosur, l'Aléna et les autres pays permettra de mieux évaluer les intentions actuelles de ces deux pays à l'intérieur du groupe. La question qui se pose est de savoir si les stratégies nationales du Brésil et de l'Argentine visent l'insertion à l'Aléna ou s'ils envisagent des arrangements bilatéraux avec les pays de l'Aléna, en tant que signataires égaux. L'insertion à l'Aléna représente une politique ouverte, tandis que la deuxième option indique une politique plutôt fermée avec l'objectif

⁸⁰William A. Diamond et C. William Robinson, "MERCOSUR: A Southern Partner for NAFTA", Policy Options, (Novembre 1995), p. 5.

de renforcer le sous-groupe. Le renforcement de Mercosur vise à améliorer le pouvoir décisionnel des pays en matière de négociation, en posant un contreponds aux pays de l'Amérique du Nord. Les résultats de recherche qui suivent démontrent que chacun des pays adopte un niveau de réformes économiques différent et que par conséquent, les stratégies nationales divergent également. Une analyse des variables de la réforme économique, des variables des stratégies nationales et leurs indicateurs respectifs pourra identifier les possibilités d'insertion de chaque pays au bloc nord-américain.

Stratégies ouvertes	Stratégies fermées
libre échange	union douanière
possibilité des pays individuels du groupe de signer avec d'autres	signature d'accords en groupe
négociations graduelles au courant des années	négociations de libre échange d'un seul coup
tolérance de signature d'accords même si cela peut nuire au sous-groupe	pas de signature d'accords qui affaiblissent le sous-groupe
tarif extérieur commun peu élevé	tarif extérieur commun élevé
liberté des pays à prendre des décisions économiques unilatérales	l'adoption d'une devise commune
politique de régionalisation qui privilégie l'élaboration d'un accord hémisphérique	politique de régionalisation: signature d'accords avec d'autres pays de l'Amérique du Sud
signature d'accords entre les pays individuels du groupe et les pays de l'Amérique latine	favorise signature d'accords entre le groupe et les pays de l'Amérique du Sud

Avant de procéder à l'étude des variables, la section qui suit tentera d'identifier un cadre opératoire permettant d'illustrer l'hypothèse utilisée en vue de mesurer les opportunités d'insertion disponibles au Brésil et à l'Argentine.

Cadre opératoire général

Variables indépendantes

Réformes néo-libérales

(+) Plus prononcées.....



(-) Moins prononcées.....

Opportunités

Plus d'opportunité.....



Moins d'opportunité.....

Variables dépendantes

Stratégies nationales

Accession unilatérale

Relation bilatérale

Accession d'un pays

du groupe au bloc

Accession du groupe

Contre bloc

Quoique les intentions de l'Argentine et le Brésil soient parfois difficiles à cerner, la tendance vers la constitution d'un contre bloc semble représenter la direction générale des deux pays. Ils adoptent de plus en plus une vision qui promeuve avant tout le renforcement du sous-groupe. La décision récente de l'Argentine de considérer Mercosur une priorité supporte ce point de vue. L'Argentine et le Brésil insistent sur la possibilité de faire des accords avec l'Europe, une fois intégré à l'intérieur d'un accord libre échange hémisphérique. Il devient de plus en plus évident que les deux pays en question adoptent des politiques favorisant l'augmentation de leur pouvoir décisionnel dans un futur arrangement hémisphérique.

Malgré ces constatations de la situation actuelle, une recherche plus détaillée permet de mieux cerner la position de chaque pays face à la régionalisation et au bloc nord-américain. Le choix de comparaison résulte du besoin de faire référence à des données statistiques de deux pays, sans quoi il serait difficile de déterminer si le niveau de réforme adoptée est plus haut ou plus bas. Le niveau de réforme d'un pays ne s'évalue qu'à partir de la comparaison avec le niveau de

réformes d'un autre pays, sinon les chiffres ne représentent pas de valeurs précises.

En ce qui a trait aux variables dépendantes, une comparaison des politiques régionales permet de mettre en évidence les approches des deux pays. Par exemple, la comparaison est nécessaire pour déterminer si les membres de Mercosur tentent de fonder un contre bloc. Sans cette comparaison, la tâche devient difficile puisque l'Argentine et le Brésil font partie constituante du groupe et que la direction de ce groupe dépend de chacun. Une analyse de Mercosur, sans tenir compte des pays individuels, perd sa crédibilité, face à l'hypothèse du départ.

Le niveau de réformes économiques adoptées par chacun est mesurable à l'aide des variables suivantes: stabilité macro-économique, ouverture des marchés, réduction du rôle de l'État et la gouvernance. Chacune des variables est accompagnée d'indicateurs respectifs. Ces derniers constituent des données quantitatives présentées sous la forme de statistique. La mesure du niveau de réformes adoptées par un pays s'avère être complexe. L'étude des politiques envisagées peut produire des résultats erronés; l'intention d'implanter une réforme n'équivaut pas nécessairement à son application dans la réalité concrète. Pour cette raison, il semble que le moyen le plus adéquat d'analyser le niveau de réformes serait l'étude des indicateurs économiques identifiant les effets des réformes sur l'économie nationale.⁸¹

⁸¹Shahid Javed Burki et Guillermo E. Perry, The Long March: A Reform Agenda for Latin America and the Caribbean in the Next Decade, Washington, The World Bank, 1997, p. 27.

Pour ce faire, une série de variables et d'indicateurs ont été choisis. La variable de stabilité macro-économique est mesurée par le taux d'inflation, la croissance réelle du produit intérieur brut, la balance des comptes courants en pourcentage du produit intérieur brut et le niveau des épargnes nationales brutes en pourcentage du produit intérieur brut. La variable de la réduction du rôle de l'État dans l'économie nationale est mesurée par les rentes provenant de la privatisation en pourcentage du produit intérieur brut, le taux d'investissement privé en pourcentage du produit intérieur brut, le déficit fiscal et le niveau de pourcentage des salaires des employés de la fonction publique. La variable ouverture des marchés est mesurée par la taxation des échanges en pourcentage des revenus totaux provenant de la taxation, les taux de tarifs douaniers et des barrières non tarifaires et le changement du pourcentage du volume d'échange, relatif au produit intérieur brut. La variable de la gouvernance utilise le BERI (Business Environmental Risk Intelligence) pour évaluer la qualité du service public.

Variables	Indicateurs	Indicateurs	Indicateurs	Indicateurs
<i>stabilité macro-économique</i>	taux d'inflation	croissance réelle du PIB	balance des comptes courants	épargnes nationales brutes
<i>réduction du rôle de l'État</i>	rentes provenant de la privatisation en % du PIB	taux d'investissement privé	déficit fiscal	pourcentage des salaires des employés de la fonction publique
<i>ouverture des marchés</i>	taxation des échanges	taux de tarifs douaniers et des barrières non tarifaires	le changement du pourcentage du volume d'échange	
<i>gouvernance</i>	BERI			

La majorité des variables et indicateurs proviennent de la même source intitulée “The Long March: A Reform Agenda for Latin America and the Caribbean in the Next Decade”.⁸² Ce choix reflète le besoin d’éviter des problèmes de fiabilité dans une analyse quantitative. L’usage de plusieurs sources peut conduire à des problèmes de compatibilité entre les divers indicateurs, les critères de choix étant différents pour chaque source. En plus, il semblait plus adéquat d’utiliser les données de la Banque mondiale, plutôt que de sources provenant des pays- mêmes, ces dernières étant parfois faussées pour masquer les données indésirables.

Les variables et indicateurs respectifs furent choisis en vigueur de la catégorisation des données dans “The Long March: A Reform Agenda for Latin America”. Selon cette source, la stabilité économique résulte de l’adoption d’un certains nombres de réformes économiques d’un pays.⁸³ La stabilité macro-économique, la réduction du rôle de l’État, l’ouverture des marchés, la gouvernance et leurs indicateurs respectifs font l’ordre de l’étude de cette source. L’évaluation des variables et indicateurs qui suit dans le chapitre suivant fait référence à la source en deux temps. Premièrement, chaque indicateur réfère à l’endroit spécifique d’où il se trouve dans la source. Deuxièmement, en général, les explications qui accompagnent les indicateurs proviennent de la même source. Pour plus de renseignements, veuillez faire référence à la note de renvoi.⁸⁴

⁸²Shaid Javed Burki et Guillermo E. Perry, The Long March: A Reform Agenda for Latin America and the Caribbean in the Next Decade, Washington, D. C., The World Bank, 1997.

⁸³ Ibid., p. 27.

⁸⁴ Pour des renseignements sur la variable stabilité macro-économique, veuillez consulter le premier chapitre de *The Long March*. Les pages 28-31 du deuxième chapitre traitent l’ouverture des marchés. Les pages 44-53 traitent la réduction du rôle de l’État et les pages 53-57 de la gouvernance.

CHAPITRE III Un programme de libéralisation des économies nationales

Le Brésil et l'Argentine s'efforcent d'adopter une vision économique conforme aux aspirations économiques libérales. Les données qui suivent indiquent cette tendance générale. Malgré ceci, le niveau de réformes économiques adoptées par chaque pays diffère. La section qui suit tente effectivement de déterminer lequel des deux pays a adopté des réformes plus prononcées. Pour ce faire, il est nécessaire d'établir un critère de choix qui déterminera si un pays aurait adopté un niveau de réforme plus prononcé qu'un autre. Ce critère veut qu'un pays ait un niveau de réforme plus prononcé si les indicateurs sont plus en faveur pour un minimum de trois variables sur quatre.

1. Les réformes économiques

La plupart des données retrouvées ci-dessous proviennent de la Banque Mondiale. Cette source s'avère être très utile pour la quête d'informations récentes, ainsi qu'une élaboration détaillée de la fonction des données énumérées.

1.1 Stabilité macro-économique

taux d'inflation

Selon la vision néo-libérale des marchés, un taux d'inflation peu élevé est représentatif d'une politique macro-économique plus stable. La comparaison de l'Argentine et du Brésil démontre une différence importante dans le taux d'inflation des deux pays. Pour la période de 1991-96, le taux d'inflation moyen de l'Argentine serait de 35.8% et le Brésil de 1, 061.0% (annexe

3).⁸⁵ La position de l'Argentine est clairement plus favorable. Un taux d'inflation moins élevé accroît le pouvoir d'achat des consommateurs, ce qui augmente le niveau de croissance économique d'un pays.

Taux d'inflation en pourcentage

Pays	1980-85	1986-90	1991-96	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Argentine	335.6	1192.7	35.8	172.0	24.6	10.6	4.3	3.3	0.2	2.5
Brésil	141.9	1,056.9	1,061.0	441.0	1,009.1	2,150.0	2,663.0	84.5	18.2	8.5

croissance réelle du produit intérieur brut

Un autre indicateur de la stabilité macro-économique serait la croissance réelle du produit intérieur brut. Cet indicateur démontre le taux de progrès économique pour chaque pays. Pour la période de 1991-96, les données indiquent que l'économie argentine performe mieux que l'économie brésilienne avec une moyenne de 5.1%. Le Brésil a connu un taux de 2.8% de croissance économique (annexe 4).⁸⁶ L'analyse des données pour les années individuelles, pour la période de 1991 à 1997, démontre que la croissance économique en Argentine augmente à un rythme très rapide comparativement au Brésil. À l'exception de l'année de la crise du peso mexicain en 1995, une crise qui porta un effet négatif sur l'économie argentine, l'Argentine connaît un niveau de croissance bien supérieur à celui du Brésil. Un niveau de croissance élevé, ainsi que des données stables d'une année à l'autre résulte de l'adoption de politiques économiques saines.⁸⁷

⁸⁵Ibid., p. 20.

⁸⁶Ibid., p. 19.

⁸⁷Ibid., p. 1.

Croissance réelle en pourcentage du produit intérieur brut

Pays	1980-85	1986-90	1991-96	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Argentine	-1.1	0.4	5.1	8.9	8.6	6.0	7.4	-4.6	4.4	6.0
Brésil	2.5	2.0	2.8	0.5	-1.2	4.5	5.8	4.1	2.9	4.0

balance des comptes courants en pourcentage du produit intérieur brut

La balance des comptes courants en pourcentage du produit intérieur brut, qui mesure la balance commerciale d'un pays, sert à évaluer la stabilité macro-économique de cette économie. Les données démontrent que le Brésil performe mieux avec un taux de -0.8% pour la période de 1991-96 que l'Argentine avec -2.5% pour cette même période (annexe 5).⁸⁸ En plus, une analyse de chaque année individuelle démontre des surplus pour le Brésil.

Balance des comptes courants en pourcentage du Produit intérieur brut

Pays	1980-85	1986-90	1991-96	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Argentine	-3.6	-1.6	-2.5	-1.5	-3.7	-2.9	-3.7	-1.4	-2.0	-2.5
Brésil	-3.2	-0.4	-0.8	-0.4	1.6	0.0	-0.2	-2.6	-3.2	-3.8

niveau des épargnes nationales brutes en pourcentage du produit intérieur brut, en corrélation avec la moyenne des investissements domestiques bruts en pourcentage du produit intérieur brut

Un dernier indicateur de la stabilité macro-économique mesure le niveau des épargnes nationales brutes en pourcentage du produit intérieur brut. La moyenne pour la période de 1991-96

⁸⁸Ibid., p. 22.

serait de 15.2% pour l'Argentine et de 19.5 pour le Brésil. Un niveau plus haut d'épargnes pour le Brésil signifie qu'il y a plus d'argent à investir (annexe 6).⁸⁹ Il est possible de faire une corrélation entre cet indicateur et la moyenne des investissements domestiques bruts en pourcentage du produit intérieur brut. La moyenne pour la période de 1991-96 serait de 20.3% pour le Brésil et 17.7% pour l'Argentine (annexe 7).⁹⁰ Cette donnée démontre la présence de capitaux à épargner et à emprunter.⁹¹ Le Brésil aurait un niveau plus haut d'épargnes qui se traduit peut-être en un plus haut niveau d'investissement.

Épargnes nationales brutes en pourcentage du Produit intérieur brut

Pays	1980-85	1986-90	1991-96	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Argentine	17.7	15.4	15.2	13.1	13.0	15.3	16.3	16.9	16.5
Brésil	16.7	21.7	19.5	19.2	21.2	20.4	20.6	19.2	16.3

Investissements domestiques bruts en pourcentage du Produit intérieur brut

Pays	1980-85	1986-90	1991-96	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Argentine	21.4	17.0	17.7	14.6	16.7	18.2	19.9	18.3	18.5
Brésil	19.9	22.1	20.3	19.6	19.6	20.4	20.8	21.9	19.5

⁸⁹Ibid., 24.

⁹⁰Ibid., p. 23.

⁹¹Ibid., p. 3.

stabilité macro-économique

Indicateurs	Argentine	Brésil
taux d'inflation	1	0
croissance réelle du PIB	1	0
balance des comptes courants	0	1
épargnes nationales brutes	0	1

Calcul 1 ou 0

1.2 Réduction du rôle de l'État

rentes provenant de la privatisation en pourcentage du produit intérieur brut

Une seconde variable mesure la réduction du rôle de l'État dans l'économie. Les indicateurs respectifs démontreront que l'administration Menem a implanté une réforme radicale à ce niveau, en laissant part aux intérêts privés dans le fonctionnement de l'économie nationale. De son côté, le gouvernement brésilien réduit le rôle de l'État dans l'économie nationale à un rythme relativement lent. Un premier indicateur de cette tendance serait les rentes provenant de la privatisation en pourcentage du produit intérieur brut. Pour la période de 1990-95, une moyenne de 1.48\$ pour chaque cent dollars introduit dans le produit international brut, provient des rentes de la privatisation. En ce qui a trait au Brésil, pour la période respective, le nombre de comparaison est de 0.35\$ (annexe 8).⁹² Ces données démontrent que les rentes de privatisation sont bien plus grandes en Argentine qu'au Brésil. Ce résultat reflète un niveau de privatisation bien plus élevé en Argentine.

⁹²*Ibid.*, p. 46.

“Proceeds from privatization” en pourcentage du Produit intérieur brut

Pays	1988-89	1990-95
Argentine	0.02	1.48
Brésil	0.04	0.35

taux d'investissement privé en pourcentage du produit intérieur brut

Le taux d'investissement privé en pourcentage du produit intérieur brut, représente un deuxième indicateur de la réduction du rôle de l'État dans les économies nationales. Pour l'Argentine, les investissements privés comptent pour environ 73% en 1985, 79% en 1990 et 92% en 1995. Les données respectives pour le Brésil sont d'environ 74% en 1985, 75% en 1990 et 82% en 1995 (annexe 9).⁹³ Un taux plus élevé pour l'Argentine démontre que les citoyens investissent dans l'économie plutôt que le gouvernement. Cet indicateur démontre une réduction plus intense du rôle de l'État dans l'investissement de l'industrie en Argentine qu'au Brésil.

“Private investment as a percentage of Gross Domestic Investment”

Pays	1985	1990	1995
Argentine	73%	79%	92%
Brésil	75%	76%	82%

Ces données sont approximatives, c'est à dire, elles proviennent d'un graphique précisant une échelle de 0-10, 10-20, 20-30, 30-40, 40-50, 50-60, 60-70, 70-80, 80-90, 90-100, en pourcentage. Les colonnes arrivent donc à l'intérieur de ces variables. J'ai essayé autant que possible de donner la place juste de la colonne.

déficit fiscal

Un troisième indicateur constitue le déficit fiscal. Celui-ci est représenté dans la balance

⁹³Ibid., p. 47.

fiscale, en pourcentage du produit intérieur brut. Le déficit fiscal de l'Argentine demeure plus bas que celui du Brésil pour les années 1995, 1996 et 1997. Les taux respectifs sont de -0.5% en 1995, -1.7% en 1996 et -1.4% en 1997 (annexe 10).⁹⁴ Le Brésil voit un taux plus élevé, voir -4.9% en 1995, -3.9 en 1996 et -2.7 en 1997 (annexe 10).⁹⁵ Un taux plus élevé pour le Brésil peut démontrer un niveau de dépenses gouvernementales plus élevé, ce qui peut signifier une présence plus importante du gouvernement brésilien que du gouvernement de l'Argentine dans l'économie nationale respective à chacun.

Balance fiscale/Produit intérieur brut en pourcentage

Pays	1995	1996	1997
Argentine	-0.5	-1.7	-1.4
Brésil	-4.9	-3.9	-2.7

niveau de pourcentage des salaires des employés de la fonction publique

Le niveau de pourcentage des salaires des employés de la fonction publique dévoile cette même tendance. Un niveau de salaire public élevé peut équivaloir en une bureaucratie de taille importante. En Argentine, le pourcentage des salaires est d'environ 39% en 1990 et 37% en 1995. Pour le Brésil, les données respectives sont d'environ 47% en 1990 et 42% en 1995. Ces données démontrent une disparité entre les deux pays. Les dépenses de l'Argentine dans ce domaine sont relativement plus basses. La disparité serait d'environ 8% de moins que le Brésil pour l'année 1990

⁹⁴United Nations. Preliminary Overview of the Economy of Latin America and the Caribbean, Chili, United Nations Publications, 1997, p.11.

⁹⁵Ibid., p. 14.

et 5% en moins en 1995 (annexe 11).⁹⁶ Cette tendance peut justifier une réduction plus importante du secteur public en Argentine, en plus d'une réduction des salaires consacrés au service public de 1990 à 1995. Il ya donc une tendance à la baisse en Argentine, une orientation qui se manifeste également au Brésil, mais pas au même niveau.

réduction du rôle de l'État

Indicateurs	Argentine	Brésil
rentes provenant de la privatisa-tion en % du PIB	1	0
taux d'investissement privé	1	0
déficit fiscal	1	0
pourcentage des salaires des employés de la fonction publique	1	0

Calcul 1 ou 0

1.3 Ouverture des marchés

taxation des échanges en pourcentage des revenus totaux provenant de la taxation

L'ouverture des marchés constitue une autre variable permettant de mesurer le niveau de réformes économiques des deux pays en question. Le premier indicateur utilisé pour mesurer l'ouverture des marchés est la taxation des échanges en pourcentage des revenus totaux provenant de la taxation. La comparaison des données démontre que le Brésil a un niveau de taxation moins élevé que l'Argentine. Les données respectives sont d'approximativement 2% pour le Brésil et 6%

⁹⁶Shahid Javed Burki et Guillermo E. Perry, *Op. cit.*, p. 45.

pour l'Argentine en 1995 (annexe 12).⁹⁷ Un pourcentage peu élevé de restrictions aux échanges encourage les échanges commerciaux, ce qui augmente le niveau de croissance économique.

taux de tarifs douaniers et des barrières non tarifaires

Les restrictions aux échanges commerciaux se mesurent également à l'aide de l'analyse des taux de tarifs douaniers et des barrières non tarifaires. Le pourcentage des barrières douanières incluant les tarifs et les restrictions non tarifaires pour la période de 1990-93 serait de 10.1% pour l'Argentine et de 12.6% pour le Brésil (annexe 13).⁹⁸ Les barrières douanières sont moins élevées en Argentine, ce qui signifie une ouverture des marchés plus importante de cette économie par rapport au Brésil.

“Trade regime”

Pays	Non-weighed Mean Tariff Rate		Standard Deviation of Tariff rates		Itmes covered By Non-Tariff Barriers 1990-93
	1990-93	1995	1990-93	1995	
Argentine	9.9	13.9	6.9	7.4	0.2
Brésil	11.1	12.7	6.3	9.8	1.5

changement du pourcentage du volume d'échange, relatif au produit intérieur brut

Un autre indicateur de l'ouverture des marchés mesure le changement du pourcentage du volume d'échange, relatif au Produit intérieur brut. Une augmentation du volume d'échange résulte

⁹⁷Ibid., p. 50.

⁹⁸Ibid., p. 30.

de l'ouverture des marchés, de la réduction des restrictions aux échanges. Un plus bas pourcentage de restrictions s'est traduit en une augmentation du volume d'échange en Argentine. Les données pour la période de 1990-94 sont d'une moyenne de 8.86% pour l'Argentine et de 7.16% pour le Brésil (annexe 14).⁹⁹

“ Percentage change in the Ratio of the volume of trade, relative to GDP”

Pays	1986-89	1990-94
Argentine	0.42	8.86
Brésil	2.89	7.16

ouverture des marchés

Indicateurs	Argentine	Brésil
taxation des échanges	0	1
taux de tarifs douaniers et des barrières non tarifaires	1	0
le changement du pourcentage du volume d'échange	1	0

Calcul 1 ou 0

1.4 La gouvernance

“Business Environmental Risk Intelligence”

La stabilité macro-économique, la réduction du rôle de l'État dans l'économie nationale et l'ouverture des marchés représentent des variables importantes pour l'analyse des réformes économiques en Argentine et au Brésil. Mais il existe aussi une variable intitulée la gouvernance,

⁹⁹Ibid., p. 31.

qui permet de mesurer la qualité des institutions gouvernementales judiciaires et administratives. L'indicateur de cette variable est le "BERI" (Business Environmental Risk Intelligence) qui mesure la qualité du service public. Les éléments de références sont l'efficacité du système judiciaire en matière de contrats et une administration gouvernementale qui respecte ses engagements sans prendre de décisions "arbitraires".¹⁰⁰ Les données démontrent que l'administration argentine performe mieux que le Brésil dans ce domaine en 1995 (annexe 15).¹⁰¹ Plusieurs facteurs influencent cet indicateur. La prise de décisions arbitraires démontre un manque de respect face à la démocratie nationale. En plus, ce genre de processus décisionnel peut mettre en question les initiatives d'un gouvernement à adopter des réformes économiques à n'importe quel moment. Ce genre de fluctuation dans la position d'une administration peut rendre les investisseurs réticents à s'investir dans un environnement instable. Dans ce sens, la variable de la gouvernance complète les autres variables en ce qu'elle démontre la volonté d'une administration à respecter ses engagements en ce qui concerne les réformes économiques.

La gouvernance

Indicateur	Argentine	Brésil
BERI	1	0

Calcul 1 ou 0

Les résultats de recherche démontrent que l'administration argentine a adopté des réformes économiques plus profondes que l'administration brésilienne. Cette constatation ressort des

¹⁰⁰***Ibid.***, p. 55.

¹⁰¹***Ibid.***, p. 54.

données statistiques dans la période des années 1990. L'Argentine performe mieux que le Brésil en trois temps (dans les cas de trois variables sur quatre) en ce qui a trait à l'ouverture des marchés (réduction des restrictions aux échanges), la réduction du rôle de l'État (privatisation) et la qualité de ses institutions judiciaires et bureaucratiques. Ces réformes furent adoptées à partir des années 1990. De son côté, le Brésil a adopté des politiques de réformes économiques plus tard (vers 1994) et de façon moins radicale. Pour cette raison, les données statistiques démontrent une performance moins favorable en matière de réformes économiques, à l'exception de la stabilité macro-économique, voire le tableau ci-dessous.¹⁰²

Calcul 1 ou 0

	Brésil	Argentine
stabilité macro-économique	2	2
réduction du rôle de l'État	0	4
Ouverture des marchés	1	2
Gouvernance	0	1
Totaux:	3	9

Il est possible de conclure à ce niveau que les résultats de recherche concordent avec les conclusions de Caron. L'économie argentine s'ouvre, alors que l'économie brésilienne demeure plutôt fermée. Selon l'hypothèse de départ, l'Argentine devrait adopter des stratégies nationales

¹⁰²David Turnham, Colm Foy et Guillermo Larrain, Tensions sociales, création d'emplois et politique économique en Amérique latine, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 1995, p. 124.

ouvertes, tandis que le Brésil adopterait des stratégies plus fermées. Les sections qui suivent analyseront cette affirmation en détail.

CHAPITRE IV: Un plan stratégique: une politique ouverte ou la contre offensive?

Les réformes économiques adoptées par chaque pays sont accompagnées de politiques nationales. Ces dernières correspondent aux voies qu'adopte chacun par rapport aux possibilités d'insertion aux marchés de l'Amérique du Nord. D'un côté, le niveau de réformes économiques adoptées par un pays demeure un facteur déterminant les possibilités d'insertion disponibles à ce pays. D'un autre côté, les politiques nationales suggèrent l'intention de s'insérer aux marchés de l'Amérique du Nord ou de fonder un contre bloc à l'Aléna. L'étude de la stratégie nationale devient impérative à ce niveau en ce qu'elle détermine la politique adoptée dans la réalité concrète. Une possibilité n'est qu'une opportunité; c'est le choix qui indique la position du pays face à l'insertion aux marchés de l'Amérique du Nord.

1. Les stratégies nationales: le Brésil et l'Argentine

Comme le stipule l'hypothèse du départ, un niveau de réforme élevé peut se traduire en une politique ouverte face à l'Aléna, tandis qu'un niveau peu élevé peut équivaloir en une politique nationale fermée face à l'Aléna. L'analyse qui suit permettra de déduire si les deux variables indépendantes et dépendantes concordent pour chaque pays. Le niveau de réformes économiques à lui seul ne peut pas expliquer la position de chacun des pays face à l'Aléna. Une comparaison des politiques régionales permettra de mettre en lumière les approches des deux pays. En général, les variables de mesure serviront à identifier les politiques nationales adoptées par chaque pays face à Mercosur, à l'Aléna et à l'extérieur.

Dans le passé, l'Argentine et le Brésil ont adopté des voies différentes et seule cette comparaison peut éclaircir cet énoncé. En plus, cette comparaison suit nécessairement l'analyse des réformes en vue de cerner la compatibilité ou l'incompatibilité du niveau de réformes adoptées et des politiques stratégiques de chaque pays.

Une première variable mesure les politiques de l'Argentine et du Brésil face à l'Aléna. Les indicateurs respectifs sont les suivants: l'intention des deux pays à signer un éventuel accord de libre échange hémisphérique et la constitution de Mercosur qui empêche la signature des pays membres individuels avec des pays de l'extérieur. Une deuxième variable traite de la politique stratégique face à Mercosur et en particulier le renforcement des liens économiques entre le Brésil et l'Argentine. Les indicateurs respectifs sont le niveau de pouvoir décisionnel à l'intérieur de Mercosur et le tarif extérieur commun. Une troisième variable évalue la politique des deux pays face à l'extérieur. Les indicateurs de mesure sont la possibilité d'un accord libre échange sud-américain, la signature d'accords avec les pays de l'Amérique latine et les pays à l'extérieur de la région.

Dans le contexte de ces variables et indicateurs, il sera question de déterminer si les politiques nationales sont ouvertes ou fermées. Une politique ouverte veut que le pays adopte une stratégie visant l'intégration à l'Aléna, c'est-à-dire qu'elle est conforme aux exigences et aspirations des États-Unis. Une politique fermée signifie que le renforcement du sous groupe devient une priorité. Cela n'empêche pas que les pays puissent s'intégrer à l'Aléna dans le futur. Par contre, les politiques ouvertes et fermées deviennent incompatibles avec les demandes des États-Unis qui

souhaitent négocier avec des pays individuels. Une politique fermée signifie le renforcement de Mercosur, la signature d'accord en groupe. Une analyse comparative des stratégies nationales de l'Argentine et du Brésil devient très intéressante à ce niveau. Elle permet de déchiffrer les réponses des pays face aux options qui se présentent.

1.1 Les politiques de l'Argentine et du Brésil face à l'Aléna

l'intention des deux pays à signer un éventuel accord de libre échange hémisphérique

La première variable de stratégies nationales mesure les politiques des pays face à l'Aléna. La question qui se pose est de savoir si les pays envisagent l'insertion au bloc nord-américain, une politique ouverte, ou bien la constitution d'un contrepoids à l'Aléna, une politique fermée. Un premier indicateur de la stratégie nationale face à l'Aléna serait l'intention de l'Argentine et du Brésil à signer un éventuel accord libre échange hémisphérique. La position de chaque pays diffère et ceci est manifeste dans les réactions des administrations face à l'Initiative Bush lancée en 1990.

L'économie brésilienne diversifiée profite d'échanges multilatéraux avec plusieurs pays dans le monde. Pour cette raison, l'administration brésilienne fut quelque peu réticente face à l'Entreprise pour les Amériques. Son objectif premier visait plutôt l'augmentation du pouvoir décisionnel de Mercosur face à un éventuel accord entre les deux blocs. De cette façon, les États-Unis posséderaient moins de force d'imposition sur le Brésil.¹⁰³ Un engagement avec les États-Unis représente une perte de pouvoir énorme dont profite le Brésil à l'intérieur de Mercosur. Ainsi,

¹⁰³Maria Regina Soares de Lima, "Brazil's Response to the "New Regionalism", dans Gordon Mace et al., Foreign Policy and Regionalism in the Americas, Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1996, p. 150.

Mercosur ne constitue pas un pas vers l'entrée dans l'Aléna mais un moyen de réaliser des accords équitables avec les pays de l'Amérique du Nord. Les résultats de la mesure des réformes économiques reflètent cette direction. L'administration brésilienne demeure protectionniste.¹⁰⁴

L'administration argentine a réagi de façon plus optimiste face à l'initiative Bush. L'Argentine, un pays de taille peu importante sur les marchés mondiaux, profiterait considérablement d'un accord libre échange avec un partenaire comme les États-Unis. Pour cette raison, l'administration argentine a initié une gamme de réformes économiques conformes aux critères d'adhésion des États-Unis.¹⁰⁵ Dans son contexte national, Mercosur représente un pas vers la constitution d'un accord libre échange hémisphérique.¹⁰⁶ L'Argentine étant une économie de petite taille sur la scène mondiale¹⁰⁷, l'intégration économique régionale constitue clairement une stratégie permettant de diversifier l'économie nationale en vue de sécuriser la possibilité d'un futur accord libre échange hémisphérique.¹⁰⁸

¹⁰⁴Roberto Bouza, "Argentina, the Southern Common Market, and the Prospects for Success of the EAI", dans Roy E. Green, The Enterprise For the Americas Initiative: Issues and Prospects For A Free Trade Agreement in the Western Hemisphere, London, Praeger, 1993, p. 170.

¹⁰⁵Ibid., p. 162.

¹⁰⁶Martin Roy, Les paradoxes de l'intégration économique dans le cône sud-américain: PICE, TICD et Mercosur sous l'angle des stratégies internationales de l'Argentine, Québec, Institut québécois des hautes études internationales, 1995, p. 100.

¹⁰⁷Marc Hufty, "Argentina: The Great Opening Up", dans Gordon Mace et al., Foreign Policy and Regionalism in the Americas, Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1996, p. 111.

¹⁰⁸Martin Roy, Op. cit., 1995, p. 110.

la constitution de Mercosur qui empêche la signature des pays membres individuels avec des pays de l'extérieur

Une autre indication des stratégies nationales du Brésil et de l'Argentine face à l'Aléna serait la constitution de Mercosur, qui empêche la signature des pays individuels avec des pays de l'extérieur. L'adoption d'un tarif extérieur commun impose cette restriction.¹⁰⁹ Pour le Brésil, cette politique renforce la solidarité de Mercosur et empêche les États-Unis d'envisager l'insertion des pays individuels de Mercosur en l'Aléna ou en un accord d'échange hémisphérique. Dans le second cas, le pouvoir décisionnel des pays individuels serait énormément affaibli. Pour l'instant Mercosur constitue un contrepoids qui renforce la position de négociation du Brésil. Le gouvernement brésilien n'envisage pas l'insertion à l'Amérique du Nord, mais un accord libre échange entre les pays de l'Amérique du sud.¹¹⁰ Il semblerait que les plans brésiliens résident dans la formation d'un contrepoids permettant d'améliorer la position de la région sur la scène internationale et face à l'Aléna.

La solidarité de Mercosur est perçue de façon différente dans le cas de l'Argentine. C'est-à-dire, que le renforcement du pouvoir de Mercosur représente une meilleure chance d'attirer les intérêts nord-américains. Comme l'administration brésilienne, le gouvernement Menem reconnaît que Mercosur peut profiter d'un pouvoir décisionnel plus important que les pays individuels. Mais la différence se manifeste toujours dans les objectifs des deux administrations. L'administration argentine indique clairement son aspiration de signer un accord hémisphérique.

¹⁰⁹William A. Diamond et C. William Robinson, *Op. cit.*, 1995, p. 6.

¹¹⁰Maria Regina Soares de Lima, *Op. cit.*, 1996, 152.p.

Le secrétaire des relations économiques de l'Argentine exprime qu'un tel accord "est une question fondamentale" pour le pays.¹¹¹

1.2 La politique stratégique face à Mercosur et en particulier le renforcement des liens économiques entre le Brésil et l'Argentine.

le niveau de pouvoir décisionnel à l'intérieur de Mercosur

La variable de la politique stratégique face à Mercosur indique les aspirations des deux pays à l'intérieur du marché commun. En particulier, le renforcement des liens économiques entre le Brésil et l'Argentine démontre les intérêts de chacun à l'intérieur du sous-groupe. Un premier indicateur constitue le niveau de pouvoir décisionnel à l'intérieur de Mercosur. Le Brésil est clairement le géant de Mercosur, et son poids pèse dans le processus décisionnel de l'arrangement. Pour cette raison, il serait davantage important d'identifier les divergences d'intérêts entre les deux pays afin d'éviter la supposition que la position du géant reflète les aspirations de l'Argentine.¹¹²

Face à la puissance du Brésil à l'intérieur de Mercosur, l'administration argentine souhaite adopter une instance supranationale, gérant les conflits régionaux de façon non-discriminatoire envers les autres membres de Mercosur. L'administration brésilienne se manifeste contre une entité qui réduirait son pouvoir.¹¹³

¹¹¹Martin Roy, *Op. cit.*, 1995, p. 110.

¹¹²"Le Mercosur, un champion en puissance", *Op. cit.*, p. 31.

¹¹³"A Lopsided Union", *Economist*, Vol. 341, No. 7987, (octobre 1996), pp. 9-10.

le tarif extérieur commun

En général, le projet d'intégration représente un succès. L'élimination des restrictions aux échanges sur 85% des produits et l'établissement d'un tarif extérieur commun constituent des accomplissements majeurs. Malgré ceci, un autre indicateur démontre la divergence d'intérêts entre les deux pays. Le tarif extérieur commun de 20% nuit aux plans de l'administration argentine à rendre son économie compatible avec les intérêts États-Unis. Le gouvernement Menem préférerait établir un tarif extérieur commun de 10% afin d'ouvrir davantage son économie.¹¹⁴ À l'intérieur de Mercosur, il est difficile de baisser le TEC car le Brésil insiste sur une politique plus protectionniste.

1.3 la politique des deux pays face à l'extérieur.

Comme la politique face à l'Aléna et la politique face à Mercosur, la politique face à l'extérieur varie entre le Brésil et l'Argentine. Les accords signés avec d'autres pays de l'Amérique latine, le plan d'un accord libre échange sud-américain et les accords envisagés avec l'Europe démontrent une tendance vers une politique ouverte de Mercosur face à l'extérieur. L'Argentine, comme le Brésil adoptent cette vision ouverte mais pour des raisons différentes. L'administration brésilienne envisage l'établissement d'un contreponds à l'Aléna, en vue d'établir des accords bilatéraux qui ne mettent pas Mercosur et sa position dominante dans la région de l'Amérique du sud en péril. De son côté, l'administration argentine considère ce renforcement comme un pas vers l'insertion à l'Aléna ou un accord hémisphérique.

¹¹⁴“Martin Roy, *Op. cit.*, 1995, p. 121.

la possibilité d'un accord libre échange sud-américain

En 1993, l'administration brésilienne appelle les pays de l'Amérique du sud à négocier un accord libre échange qui couvre la région. Cette initiative vise l'amélioration de la position des futurs pays membres sur la scène économique internationale. L'établissement d'un tel accord permettrait à l'administration brésilienne de sécuriser un contre-poids face aux grands blocs régionaux et surtout l'Aléna. L'intérêt des pays de l'Amérique latine en l'Aléna pose un problème aux objectifs brésiliens. L'entrée de ces pays en un accord hémisphérique mettrait en question Mercosur, ainsi que la possibilité du titre de "puissance régionale" que le Brésil mériterait à l'intérieur d'un accord libre échange en Amérique du sud.¹¹⁵ Pour l'administration Menem, la priorité demeure en un accord avec l'Amérique du Nord. Il est difficile d'identifier les considérations de l'Argentine face à cet accord, mais selon la littérature, l'Argentine considère un accord hémisphérique plus important que Mercosur. Quoique l'administration Menem reconnaisse l'importance de Mercosur, sa position est claire et pour cette raison elle insiste sur la réforme économique au Brésil pour ne pas réduire les possibilités de conclure un accord entre Mercosur et l'Aléna. Si le Brésil insiste sur la défection de Mercosur en l'occurrence de la possibilité de l'insertion à l'Aléna ou en un accord hémisphérique, il est probable que l'Argentine va envisager la poursuite de ses objectifs plutôt que de rester fidèle à Mercosur.¹¹⁶

¹¹⁵Maria Regina Soare de Lima, *Op. cit.*, 1996 p. 152.

¹¹⁶Martin Roy, *Op. cit.*, 1995, p. 112.

la signature d'accords avec les pays de l'Amérique latine et les pays à l'extérieur de la région

Les pays membres de Mercosur adoptent une politique ouverte face au restant du monde.

C'est pourquoi ils ont signé des accords divers avec des pays de l'Amérique latine et à l'extérieur de la région de l'Amérique. Cette stratégie permet d'ouvrir les horizons de Mercosur sur les marchés internationaux. La position du Brésil face à ces stratégies serait la constitution d'un bloc qui peut achever des accords multilatéraux. La réticence du Brésil face à l'Aléna réside dans la possibilité de se voir limité dans le choix de partenaires commerciaux à l'intérieur d'un accord avec l'Amérique du Nord. En plus, le président Clinton aurait l'intention de créer un accord hémisphérique par l'insertion de pays individuels à l'Aléna.¹¹⁷ L'administration argentine peut bénéficier des arrangements avec l'extérieur, mais la priorité demeure dans l'Aléna. Ce dernier offre des avantages que l'Argentine ne peut pas nécessairement obtenir sur la scène mondiale, vu sa taille économique. L'Argentine a besoin des marchés nord-américains pour améliorer sa position d'échange sur la scène internationale.¹¹⁸

L'Argentine et le Brésil ont déjà signé des accords avec le Chili et la Bolivie qui sont devenus membres associés de Mercosur en 1996-97 respectivement. Des négociations sont en cours pour la signature d'un accord avec l'Union européenne. Le document provisoire signé entre

¹¹⁷“Caution, Suspicion and Opposition Greet Clinton’s Request For “Fast Track””, Latin America Weekly Report, (30 septembre), 1997, p. 445.

¹¹⁸Stephen Wilson, With or Without You: Argentina, Brazil and NAFTA, Policy Staff Paper, Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade Canada, 1995, p. 37.

Mercosur et celle-ci envisage un éventuel libre échange.¹¹⁹ En plus, les membres de Mercosur envisagent la possibilité d'un accord libre échange avec le Canada.¹²⁰ Dans ce contexte, il semblerait que le Mercosur porte fruit. Les aspirations du Brésil et de l'Argentine sont réalisées. Toutefois, la position de chacun demeure différente face à ces arrangements extérieurs.

Le Brésil recherche l'établissement d'accords multilatéraux avec plusieurs régions, tandis que la priorité de l'administration argentine demeure l'insertion à l'Aléna. Ces deux aspirations deviennent incompatibles en ce que l'insertion au bloc nord-américain pourrait limiter l'opportunité de signer des accords avec d'autres pays. Les États-Unis stipulent que la signature d'accords avec des pays de l'extérieur, sans le consentement nord-américain, ne serait pas envisageable.¹²¹ L'administration Cardoso demeure très réticente face à la perte de pouvoir décisionnel en ce qui concerne ses affaires économiques. De son côté, l'administration argentine envisage l'entrée en un accord avec l'Aléna, sans se soucier d'une perte de pouvoir qu'elle ne possède pas à l'intérieur de Mercosur. La situation économique de l'Argentine impose l'acceptation d'un pouvoir régional. Le géant américain semble plus intéressant que le Brésil. Dans cette optique, l'administration argentine, qui a moins à perdre dans un accord avec l'Aléna, s'intéresse davantage à cette

¹¹⁹“Clinton Visit May Be Posponed: Fears that It May Clash With Crucial October Elections”, Latin America Weekly Report, (22 juillet), 1997, p. 346., et “Putting the Foot In It: The U-S Treats Brazil Like Poor Relations Before Clinton Visit”, Latin America Weekly Report, (14 octobre), 1997, p. 482.

¹²⁰“Mercosur Approach to FTAA Advances: U-S Partners in NAFTA Seek “Four-Plus-One” Deals”, Latin America Weekly Report, (5 août), 1997, p. 364.

¹²¹“Putting the Foot In It: The US Treats Brazil Like Poor Relation Before Clinton Visit”, Opcit., 1997, p. 482.

perspective.

Il est ainsi clair que le Brésil et l'Argentine ont adopté des voies différentes à l'égard de la possibilité d'un accord libre échange hémisphérique pendant la période de 1990 à 1997. Ce phénomène s'explique peut-être en parties par les circonstances des événements du début des années 1990 avec l'Entreprise Bush et la position de chacun des pays sur les marchés mondiaux à ce moment donné. Chacun recherchait une position favorable en adoptait les meilleurs moyens pour y parvenir. Le Brésil et l'Argentine étant deux pays d'envergure bien différente, si ce n'est que de la taille économique, il n'est pas surprenant qu'ils divergent dans leur cheminement. Toutefois, le succès de Mercosur et l'absence de la clause "fast track" ont contribué à un changement de voie dans la position de l'Argentine. Les données pour la période de 1997 démontrent que l'Argentine adoptait une politique visant le renforcement de Mercosur, tout en s'intéressant d'autant plus à un accord hémisphérique. Comme le Brésil, l'Argentine propose de négocier cet accord en bloc, ce qui démontre un niveau de solidarité à l'intérieur de Mercosur qui n'était pas aussi intense dans le passé. La section qui va suivre tentera d'identifier le revirement de la voie argentine à l'aide d'une analyse comparative des stratégies nationales du Brésil et de l'Argentine pour l'année 1997.

CHAPITRE V Stratégies nationales récentes de l'Argentine et du Brésil

Malgré leurs différends, l'Argentine et le Brésil poursuivent le même objectif, celui de renforcer leurs économies, pour favoriser leurs positions sur les marchés mondiaux. Pour cette raison, les circonstances de la période de 1997 ont manifestement influencé la décision des autorités argentines à adopter une voie différente, notamment le renforcement de Mercosur. Les facteurs externes (les opportunités offertes à ces pays de la part des États-Unis) ont porté une influence majeure sur ce renversement de position. C'est à dire, l'Argentine a adopté une voie nouvelle lorsque la possibilité des pays de l'Amérique latine à devenir membre de l'Aléna fut réduite par l'impossibilité du Président américain à obtenir la clause "fast track". Ce chapitre a pour objectif d'aller au-delà des résultats de recherche de Benoît Caron en présentant des données qui démontrent clairement un changement de position de l'Argentine face aux possibilités d'insertion à l'Aléna.

Une analyse comparative des politiques adoptées par le Brésil et l'Argentine pendant cette année, démontrera que les aspirations du Brésil et de l'Argentine se rapprochent. Cette analyse utilisera la forme employée dans le chapitre précédent afin de mieux illustrer les différences de politiques nationales pour les deux périodes. Les résultats de recherche de cette section feront l'ordre d'une évaluation par rapport aux conclusions pour la période de 1990-1997.

Avant d'aborder les variables et leurs indicateurs respectifs, il est important de noter que les États-Unis envisagent négocier un accord libre échange hémisphérique avec les pays de l'Amérique latine par l'intermédiaire de l'Aléna. C'est à dire, ils encouragent fortement l'insertion progressive des pays individuels de l'Amérique à l'Aléna, afin de conclure un arrangement hémisphérique

éventuel. Cet élément ne manque pas d'importance en ce qu'il accentue la préférence des États-Unis à couvrir les dispositions de l'accord avec les pays individuels, plutôt qu'avec des sous-groupes.¹²²

Cette méthode de négociation peut nuire aux pays en voie de développement. Une insertion graduelle des pays individuels de l'Amérique latine à l'Aléna accorderait aux États-Unis un contrôle ferme sur les négociations en cours. L'Aléna est un accord libre échange établi, qui repose sur des règles précises. L'insertion de pays membres doit alors se conformer à des règlements préétablis. Dans un tel contexte, les pays qui souhaitent s'insérer perdent une part de leur pouvoir décisionnel à l'intérieur du cadre de négociation. Les réformes économiques adoptées par les pays deviennent de plus en plus importantes dans ce cadre, puisque le pays candidat doit nécessairement se soumettre aux attentes des pays membres du bloc économique dont il veut faire partie. D'un autre côté, la signature d'un accord libre échange hémisphérique universel doit être moins rigide puisque l'imposition de commande d'un groupe de pays ou bien d'un pays sur d'autres, s'avère être réduite lorsque plusieurs membres participent.

1.1 Les politiques de l'Argentine et du Brésil face à l'Aléna

l'intention des deux pays à signer un éventuel accord libre échange hémisphérique

Dans le contexte des négociations d'un accord libre échange hémisphérique, le Brésil et l'Argentine ont adopté des politiques nationales favorisant l'établissement d'un contrepoids face

¹²²“US insists on its FTAA formula”, Latin American Weekly Report, 28 avril, 1998, p. 187.

à l'Aléna. Ils ont insisté sur des négociations en sous-groupe (Mercosur). La constitution même de Mercosur requiert que ses membres ne signent des accords libre échange avec d'autres pays qu'en groupe.¹²³ Au Sommet pour les Amériques de 1998, alors que les États-Unis insistaient sur la négociation avec des pays individuels, le Brésil a persisté non seulement sur ce mode de négociation, mais à ce que celles-ci incluent tous les pays de l'Amérique latine, plutôt que d'une expansion de l'Aléna. Chacune des méthodes de négociation proposée par le Brésil a prédominé. Ces réalisations sont davantage significatives parce que l'Argentine a adopté les initiatives du Brésil, contre les intentions des États-Unis à négocier l'insertion des pays individuels à l'Aléna.¹²⁴ Cet événement démontre un niveau de solidarité sans précédent entre le Brésil et l'Argentine, en ce qui concerne leurs politiques face à l'Aléna et la possibilité d'un accord libre échange hémisphérique.

la constitution de Mercosur qui empêche les pays membres individuels de signer des accords avec d'autres pays

Dans le passé, les stratégies nationales de l'Argentine se conformaient aux aspirations des États-Unis. La constitution de Mercosur ne semblait pas poser un obstacle aux objectifs plus larges de s'intégrer à l'Aléna. En 1997, la position des autorités argentines a pris une tournure. Mercosur représente maintenant un projet important qui ne doit pas s'évaporer à l'intérieur d'un accord libre échange hémisphérique.

¹²³William A. Dymond et C. William Rolinson, "Mercosur: A Southern Partner For Nafta" Policy Options, novembre, 1995, p. 6.

¹²⁴Paulo S. Wrobel, "A Free Trade Area of the Americas in 2005?", International Affairs, Vol. 74, No. 3, (juillet 1998), p. 556.

négociations dans le cadre de la clause "fast track"

Le Brésil et l'Argentine ont adopté d'autres fronts communs de solidarité. Un second indicateur révèle que les autorités de chacun des pays se réservent par rapport un processus de négociation d'un accord libre échange en absence de la clause "fast track". La clause "fast track" aurait faciliter les négociations en cours.

"The foreign ministers of Brazil and Argentina warned that, if the US government did not obtain "fast-track" authority by the beginning of next year, the negociations could grind to a halt."¹²⁵

l'Argentine vise le renforcement de Mercosur

Un troisième indicateur découlant des deux premiers, sûrement le plus important pour l'évolution des politiques nationales du Brésil et de l'Argentine, serait que l'Argentine n'envisage plus l'insertion à l'Aléna, mais à un accord libre échange hémisphérique qui ne nuira pas à Mercosur.¹²⁶ Cette nouvelle position affirme le renforcement de Mercosur, de l'intérieur et face à l'extérieur, vu que le Brésil partage cette opinion. Selon Carlos Castilho, un analyste du Brésil, les États-Unis adoptent des mesures visant la désintégration de Mercosur en vue de "reprendre le contrôle du processus d'échanges commerciaux dans la région de l'Amérique latine."¹²⁷

¹²⁵"First Step Taken Towards the FTAA: Negotiating Mandates Defined in Buenos Aires Meeting", Latin American Weekly Report, 23 juin, 1998, p. 278.

¹²⁶"MERCOSUR Top Priority for Argentina", Mercopress News Agency, <http://www.mercopr...om/news/sni12.html>, 11 Décembre 1997, p. 1.

¹²⁷"Reactions to Emerging US Policy: Brazil Sees Hostile Drive; Mexico Leads Arms Initiative", Latin American Weekly Report, 18 février, 1997, p. 90.

“The US government was convinced that Argentina might abandon its alliance with Brazil, Paraguay and Uruguay in order to link up with NAFTA. Now Argentina is firmly in the Mercosur camp.”¹²⁸

En plus, selon le Secrétaire de l'industrie et du commerce de l'Argentine, Alieto Guadagni, l'Argentine et le Brésil adoptent une position ferme à l'égard des clauses précises d'un accord libre échange hémisphérique. Celles-ci doivent inclure tous ses éléments avant la conclusion d'un accord. Ils adoptent alors une position ferme contre des accords partiels qui feront l'ordre de négociations futures. Ils entendent négocier un accord explicite sans imprévus.

“... nothing is agreed until everything is agreed.”¹²⁹ En plus, le Secrétaire souligne le succès de Mercosur et manifeste que ce dernier représente mieux l'intérêt de l'Argentine qu'un accord libre échange hémisphérique. “Mercosur will survive”.¹³⁰

1.2 Les politiques de l'Argentine et du Brésil face à Mercosur

renforcement des liens économiques et politiques entre l'Argentine et le Brésil

Une deuxième variable illustrant les changements de position de l'Argentine face à la possibilité d'insertion aux marchés de l'Amérique du Nord, constitue en un renforcement de ses liens économiques et politiques avec le Brésil, à l'intérieur du cadre de Mercosur. Un premier indicateur de cette variable serait l'intention de l'Argentine et du Brésil à augmenter le tarif extérieur commun de 3%. Cet indicateur est significatif en ce qu'il démontre un changement de

¹²⁸ *Ibid.*, p. 90.

¹²⁹ “Tough Mercosur Strategy for FTAA”, *Latin American Weekly Report*, 10 mars 1998, p. 115.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 115.

position radicale pour l'Argentine qui souhaitait réduire ce tarif dans le passé. Une réduction de tarif aurait amplifié les efforts de l'Argentine à ouvrir son marché aux pays de l'Amérique du Nord, ainsi qu'au pays à l'extérieur de cette région. Une augmentation du tarif extérieur commun illustre alors une politique plutôt fermée, promouvant le renforcement du sous-groupe au détriment de l'ouverture face à l'extérieur.¹³¹

l'adoption d'une devise commune

Le Brésil et l'Argentine envisagent l'adoption d'une devise commune.¹³² La coordination de la monnaie des deux pays requiert un effort considérable, ainsi qu'un engagement à long terme. Ils comptent alors investir dans le futur de Mercosur. Un tel effort démontre un nouvel intérêt en Mercosur de la part de l'Argentine. La relation des deux économies devient plus intime, ce qui rend la défection d'un pays de plus en plus difficile. La coordination économique indique un effort vers la consolidation et le renforcement de Mercosur. Ce renforcement des liens économiques entre le Brésil et l'Argentine pose un obstacle aux projets des États-Unis à l'égard des méthodes de négociations d'un accord libre échange hémisphérique.

1.3 La signature d'accords libre échange avec des pays de l'extérieur

les négociations avec l'Union européenne

L'intention de l'Argentine et du Brésil à promouvoir leur statut sur la scène économique

¹³¹“Mercosur: Back and Forth”, The Economist, 20 décembre 1997, p. 33.

¹³²“Common Currency Soon for Mercosur? Montevideo Report Hazards that Launch Could Be in '98,” Latin American Weekly Report, 10 juin 1997, p. 267.

internationale se manifeste davantage dans les arrangements bilatéraux avec les pays à l'extérieur de l'hémisphère et avec des pays membres individuels de l'Aléna (ce qui nuit à l'objectif des États-Unis de créer un accord hémisphérique par l'extension de l'Aléna et l'insertion graduelle des pays individuels).¹³³ L'Argentine envisage la signature d'un accord libre échange entre Mercosur et l'Union européenne.¹³⁴ Le Brésil opte également pour cette voie.¹³⁵ Les deux pays entendent faire valoir leurs intentions d'accroître leurs relations économiques avec l'Europe à l'intérieur du cadre du Sommet de l'Amérique latine et de l'Europe (Latin American-European Summit) en mars 1999, par l'intermédiaire du Groupe Rio.¹³⁶ Le Groupe Rio et l'Union européenne ont convenu d'élaborer des procédés d'engagements économiques exclusifs entre les deux parties.

“The Panama meeting produced a reiteration of both blocs' commitment to deal with each other as 'privileged partners', to 'open regionalism' and the pursuit of regional integration within the rules set by the World Trade Organisation (WTO). This is basically code language endorsing the region's 'building block' approach to integration, in contrast to the old US approach of seeking it through controlled expansion of Nafta - which is reluctantly being abandoned.”¹³⁷

les négociations avec les pays membres individuels de l'Aléna

L'Argentine et le Brésil envisagent d'autant la signature d'un accord libre échange entre le

¹³³“Caution, Suspicion and Opposition Greet Clinton's Request for “Fast Track””, Op. Cit., 30 septembre 1997, p. 445.

¹³⁴“Clinton Visit May Be Postponed: Fears that it May Clash with Crucial October Elections”, Op. Cit., 22 juillet, 1997, p. 346.

¹³⁵“Putting the Foot in it: The U-S Treats Brazil Like Poor Relation Before Clinton Visit”, Latin American Weekly Report, 14 octobre 1997, p. 482.

¹³⁶“Rio Group Agrees Date For its Formal Stenghtening of Ties With Europe”, Latin American Weekly Report, 17 février, 1998, p. 73,

¹³⁷Ibid., p. 73.

Canada et Mercosur,¹³⁸ le Mexique et Mercosur.¹³⁹ La consolidation d'arrangements bilatéraux entre Mercosur et ces pays membres de l'Aléna indique la persévérance de l'Argentine et du Brésil à multiplier leurs transactions avec les pays membres de l'Aléna. La possibilité de signature d'accords bilatéraux avec ces pays signifie l'ouverture de leurs marchés économiques au Brésil et à l'Argentine. Cette opportunité représente un pas important pour ces deux économies qui recherchent à élaborer des arrangements favorables avec des pays industrialisés. En plus, l'intention de signer des accords bilatéraux avec le Mexique et le Canada illustre la détermination des membres de Mercosur à négocier des accords avec les pays de l'Aléna, à l'extérieur du cadre du bloc économique (à l'encontre du processus favorisé par les États-Unis). Le Brésil et l'Argentine adoptent ainsi une stratégie politique ferme à l'égard des négociations avec les pays de l'Aléna; ils poursuivent des arrangements avec les pays intéressés, sans se soucier des attentes des États-Unis par rapport aux négociations d'accord libre échange à l'intérieur de l'hémisphère ouest.

la signature d'accords libre échange avec les pays de l'Amérique du Sud

La concrétisation de cet objectif requiert un pouvoir de négociation considérable. Pour cette raison, le Brésil et l'Argentine adoptent également des politiques de renforcement de Mercosur à l'intérieur de leur région. L'expansion de Mercosur peut accroître le niveau de pouvoir économique et politique du sous-groupe. Pour cette raison, les membres de Mercosur ont signé des accords libre

¹³⁸“MERCOSUR Approach to FTAA Advances: U-S Partners in NAFTA Seek “Four-Plus-One” Deals”, Latin American Weekly Report, 5 août 1997, p. 364.

¹³⁹Ibid., p. 364.

échange avec le Chili et la Bolivie, qui sont devenus des membres associés.¹⁴⁰ La signature avec le Chili est significative; il est perçu que cette décision reflète l'impossibilité du Congrès américain à concrétiser l'insertion de ce pays à l'Aléna.¹⁴¹

la négociation d'un accord avec la Communauté Andine

Un dernier indicateur de part fort importante pour le renforcement de Mercosur serait l'intention de l'Argentine et le Brésil de négocier un accord libre échange avec la Communauté andine en l'an 2000. Cet accord comprendrait "l'élimination et la réduction des barrières commerciales." La Communauté andine est un sous-groupe composé de cinq membres dont les suivants: la Bolivie, la Colombie, l'Équador, le Pérou et le Vénézuella.¹⁴² La concrétisation d'un tel accord signifie un renforcement considérable du sous-groupe qui comprendrait dorénavant l'Amérique du Sud.

Les résultats de recherche des stratégies nationales récentes démontrent une tournure réelle dans la position de l'Argentine, face à Mercosur et face à l'Aléna. Le sous-groupe devient un facteur déterminant pour la direction que prend le pays. Face à la possibilité d'intégration à l'Aléna, l'Argentine est devenue moins optimiste. L'établissement d'un accord de libre échange hémisphérique représente dorénavant une option plus réaliste puisque les négociations sont en

¹⁴⁰William A. Dymond et C. William Rolunson, Opcit., novembre 1995, p. 5.

¹⁴¹"Reactions to Emerging US Policy: Brazil Sees Hostile Drive; Mexico Leads Arms Initiative", Latin American Weekly Report, 18 février, 1997, p. 90.

¹⁴²"Another Chance for Andean Countries", Mercopress News Agency, <http://www.mercopr...om/news/sni12.html>, 9 mars 1998, p. 1.

cours. Pour le moment, l'intégration à l'Aléna ne représente pas une option concrète.

Dans ce contexte, l'Argentine adopte une politique conforme aux aspirations du Brésil et de Mercosur. L'expansion de Mercosur, à partir de l'intégration de divers pays de la région, peut potentiellement augmenter le pouvoir de chacun lors des négociations d'un accord hémisphérique. Ceci est de grande importance pour l'Argentine qui demeure très intéressée aux marchés de l'Amérique du Nord, mais qui doit nécessairement opter pour une nouvelle voie. Le renforcement de Mercosur représente donc un choix judicieux face aux possibilités d'intégration.

Le résultat de ce changement de position de l'Argentine est le rapprochement de ses politiques nationales avec les politiques nationales du Brésil. L'Argentine adopte alors une stratégie nationale fermée. Il est alors possible de situer le pays dans le camps du contre bloc face à l'Aléna, comme tel est le Brésil. Cette solidarité permettra de renforcer Mercosur. Malgré ceci, l'Argentine a adopté des réformes économiques bien plus avancées que le Brésil et il reste que si la possibilité d'intégration à l'Aléna se présentait, peut-être que l'Argentine prendrait de nouveau cette direction. Cependant, pour l'instant, la situation est telle que l'Argentine et le Brésil adoptent plus ou moins des politiques nationales fermées.

Les résultats de recherche indiquent une faille dans l'hypothèse de départ. Cette dernière ne suppose pas qu'un pays qui adopte des réformes économiques prononcées adoptera des stratégies nationales fermées. Ce qui est viable à un moment donné ne demeure pas nécessairement une constante, de là la raison d'être de cette thèse. L'objectif était de démontrer que l'Argentine avait

changé de position face aux possibilités d'intégration à l'Aléna, ce qui infirme l'hypothèse du départ. Il est probable que ce sont des facteurs externes qui ont provoqués cette tournure, notamment l'impossibilité des États-Unis à obtenir la clause "fast track" pour rendre possible le processus d'intégration des pays de l'Amérique latine à l'Aléna, tel qu'a été le cas du Mexique. L'infirmité de l'hypothèse du départ requiert une explication. Le chapitre qui suit tentera de mettre le tout en lumière, à partir d'un bref résumé de la thèse et d'une révision de l'impossibilité de Clinton à obtenir la clause "fast track".

CHAPITRE VI Conclusion: La voie vers l'autonomie

Selon l'hypothèse de départ, ainsi que de l'hypothèse de Caron, des réformes économiques prononcées et des politiques nationales ouvertes permettent aux pays de poursuivre des accords de libre échange avec les pays de l'Amérique du Nord. L'adhésion à ces critères offre cette opportunité. D'un autre côté, des réformes économiques peu prononcées et des politiques nationales fermées limitent les choix stratégiques à la formation d'un contre bloc. Cette thèse a exposé le niveau de réformes économiques adoptées par le Brésil et l'Argentine, ainsi que leurs politiques stratégiques.

Le niveau de réformes économiques adoptées par chacun diffère. L'Argentine s'est efforcée d'adopter une série de réformes économiques en vue d'augmenter ses opportunités d'insertion aux marchés de l'Amérique du Nord, particulièrement à l'insertion unilatérale à l'Aléna. De son côté, le Brésil fut lent à adopter les réformes économiques qui lui permettraient un accès plus important aux marchés de l'Amérique du Nord. Le Brésil entendait poser un contre bloc à l'Aléna.

Pour la période d'avant 1997, les stratégies nationales de l'Argentine et du Brésil concordent avec leurs réformes économiques, tel que stipulé dans les résultats de recherche de Caron. L'Argentine adopte des politiques ouvertes accompagnées de réformes économiques avancées. Le but ultime était l'insertion à l'Aléna; les réformes économiques et les stratégies nationales adoptées représentaient un pas nécessaire à prendre pour atteindre cet objectif. Ces résultats de recherche confirme l'hypothèse du départ. Des réformes économiques avancées et des politiques nationales ouvertes augmentent la possibilité d'un pays à s'insérer au bloc de l'Amérique du Nord.

Le cas du Brésil confirme également l'hypothèse du départ, ainsi que les conclusions de Caron. Les autorités gouvernementales du Brésil ont adopté des réformes économiques peu prononcées et des politiques nationales plutôt fermées. L'hypothèse stipule que cette combinaison a pour effet de conduire à l'établissement ou l'intention de fonder un contre bloc face à l'Aléna. En effet, le Brésil s'efforçait de maintenir une certaine autonomie face à l'Aléna, en vue de renforcer Mercosur, afin d'augmenter son pouvoir de décision lors des négociations d'accords libre échange, non seulement avec les pays de l'Aléna mais avec l'Amérique du Sud, de l'Europe.

La comparaison des objectifs de l'Argentine et du Brésil pour la période d'avant 1997 démontre clairement une divergence d'intérêts entre les deux pays étudiés. En plus, les résultats de recherche s'avèrent être compatibles avec l'hypothèse de départ et de Caron. En général, la théorie traitant du sujet confirme les énoncés ci-dessus. Par contre, la littérature récente offre de nouvelles perspectives. À partir de 1997, les données relatives aux politiques nationales force à reprendre l'hypothèse de départ et de la mettre à l'épreuve une seconde fois. L'introduction de données indiquant une tournure dans la position de l'Argentine face à Mercosur et l'Aléna remet le tout en question. C'est à dire, qu'arrive-t-il lorsqu'un pays adopte des réformes prononcées et des politiques nationales fermées? L'hypothèse de départ ne considère pas ces deux antagonistes. Malgré ceci, il est nécessaire de constater qu'un pays qui adopte des politiques nationales fermées doit nécessairement tenter de fonder un contre bloc puisque la possibilité d'insertion au bloc de l'Amérique du Nord requiert une politique ouverte. Les États-Unis furent très clairs sur ce point dès le début des intentions à fonder un accord libre échange avec les pays de l'Amérique latine.

Les variables indépendantes demeurent constantes. Les réformes économiques adoptées augmentent les possibilités d'insertion. Par contre, l'adoption d'une réforme économique prononcée ne signifie pas que l'adoption d'une politique nationale ouverte va suivre. Comment expliquer pourquoi l'Argentine aurait abandonné son objectif ultime pour renforcer Mercosur. Pour ce faire, il est important d'examiner les facteurs qui ont influencés la direction des choix stratégiques de l'Argentine et du Brésil.

Les deux pays ont adopté leurs voies respectives suite à l'initiative Bush de 1991. Chacun a adopté une stratégie face aux opportunités qui leurs était offertes. Le Brésil envisageait le renforcement de sa position d'échange sur les marchés mondiaux en adoptant une série de réformes économiques néo-libérales. De son côté, l'Argentine adopta des réformes économiques prononcées pour augmenter sa possibilité d'insertion aux marchés de l'Amérique du Nord. L'important à retenir est l'influence que les États-Unis ont porté sur les choix du Brésil et de l'Argentine. Ce facteur externe, qui est l'initiative Bush, a contribué à ce processus de réformes économiques et politiques en Argentine et au Brésil. Il se peut que lorsque le président américain Bill Clinton a perdu de son influence sur le processus initié par Bush; les possibilités ont changé. Ce changement aurait-il forcé l'Argentine à adopter une nouvelle voie, vu l'impossibilité de s'insérer à l'Aléna? L'Argentine aurait choisi de renforcer Mercosur.

L'impossibilité du président Clinton de faire adopter la clause "fast track" au congrès américain doit nécessairement influencer la position du Brésil et de l'Argentine face aux possibilités d'insertion aux marchés nord-américains. Il est impossible de déterminer les causes précises du

changement de voie de l'Argentine, mais la littérature qui a permis de découvrir les stratégies nationales de l'Argentine après 1997 indique que l'impossibilité de Clinton à faire adopter la clause "fast track" représente un facteur important de son changement de position. Sans la clause "fast track", l'insertion unilatérale d'un pays à l'Aléna s'avère être trop complexe et peu attirante pour un pays en voie de développement qui ne possède que très peu de pouvoir décisionnel comme l'Argentine. La clause "fast track" est un élément qui mérite une attention particulière.

La clause a permis la signature de l'accord libre échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique (Aléna) en 1993. Ce succès a renforcé la volonté des États-Unis de poursuivre des négociations d'accords libre échange avec les pays de l'Amérique latine. Les Sommet pour les Amériques de 1994 résulte de cette volonté. Les États-Unis envisageaient la promotion et la concrétisation d'accords libre échange avec d'autres pays; le Chili étant le prochain pays à devenir membre de l'Aléna.¹⁴³ La signification de la clause "fast track" est considérable.

"The key to the fast-track process is the president's implementing bill, on which Congress must act promptly and without amendment."¹⁴⁴

Le Président américain aurait des difficultés considérables à faire accepter un accord libre échange avec un ou plusieurs pays en voie de développement en l'absence de cette clause. À titre d'exemple, de tels accords soulèvent des questions importantes au sujet des droits des travailleurs et des conditions environnementales. La présence de la clause "fast track" permet d'éviter de renégocier jusqu'à ce que tous les groupes concernés soient satisfaits, un processus interminable qui

¹⁴³ I. M. Destler, Renewing Fast-Track Legislation, Washington, DC, Institute for International Economics, 1997, p. 9.

¹⁴⁴ Ibid., p. 10.

ne favorise nullement les pays en voie de développement, vu leur faible réglementation en matière de droits des travailleurs et de protection de l'environnement.

Ce facteur externe ne peut être que le seul élément décisif pour expliquer le changement de position de l'Argentine. Le succès de Mercosur en terme d'échanges commerciaux entre ses partenaires, et les possibilités de signer des accords avec des pays de l'Amérique du Nord, de l'Amérique latine et de l'Europe a également incité l'Argentine à viser le renforcement du sous-groupe. Mercosur lui permet de renforcer sa position sur les marchés mondiaux, vu l'impossibilité de signer un accord équitable avec l'Aléna. En bref, il est possible de constater que l'Argentine a suivi la voie qui lui était ouverte. L'impossibilité d'insertion à l'Aléna a forcé l'Argentine à choisir une option qui lui était disponible et favorable. Le renforcement de Mercosur représente cette option.

De plus, la complexité des situations politiques des pays étudiés ajoute aux difficultés d'expliquer une tournure dans la position de l'Argentine. L'élection de 1997 qui a donné un pouvoir important à l'opposition influence la stratégie nationale du pays. Cette opposition a pour mandat d'établir l'équité sociale en Argentine. Ce programme diffère du plan de Menem à instaurer des réformes considérables dans l'économie. Pour cette raison, il demeure difficile d'établir la position de l'Argentine face aux possibilités d'insertion aux marchés de l'Amérique du Nord. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte. Cette thèse ne peut que tenter d'expliquer le changement. Par contre, il reste qu'un changement est survenu et qu'il est souhaitable que des recherches futures fourniront d'autres explications.

En bref, les résultats de recherche ont démontré que la possibilité d'un pays à adopter des réformes économiques prononcées, accompagnées de politiques nationales fermées est très réelle. Le cas de l'Argentine le révèle. La section qui traite des politiques nationales récentes a permise d'adopter de nouvelles conclusions à l'égard de la position de l'Argentine face à Mercosur et à la possibilité d'insertion aux marchés de l'Amérique du Nord. Ces conclusions signifient plus que le changement de position de l'Argentine face aux possibilités d'insertion aux marchés de l'Amérique du Nord. Le renforcement de Mercosur démontre une initiative importante de la part de pays en voie de développement. Le Brésil et l'Argentine optent pour l'augmentation du pouvoir décisionnel de Mercosur. Ce renforcement, accompagné de l'intention de signer un accord avec les autres pays de l'Amérique du Sud pourrait garantir une place de plus en plus importante à ces pays sur les marchés mondiaux, et surtout un pouvoir de négociation considérable à l'intérieur du cadre des négociations pour le libre échange pour les Amériques. Les États-Unis demeurent à l'écart du processus des négociations d'accords libre échange entre les pays de l'Amérique latine. ¹⁴⁵

Dans le contexte du processus de la régionalisation de l'économie mondiale, le renforcement de pays en voie de développement brise la tendance générale vers leur subordination. Quoiqu'ils demeurent des économies relativement faibles en comparaison aux pays industrialisés; ils deviennent néanmoins plus forts qu'ils l'étaient avant leur rassemblement en sous-groupes. Le futur leur réserve peut-être d'autres possibilités de renforcement économique. Les cas du Brésil et de l'Argentine démontrent que les pays en voie de développement peuvent initier des projets qui visent ce renforcement et que ceux-ci peuvent porter fruit. Cette possibilité n'est pas ouverte à tous,

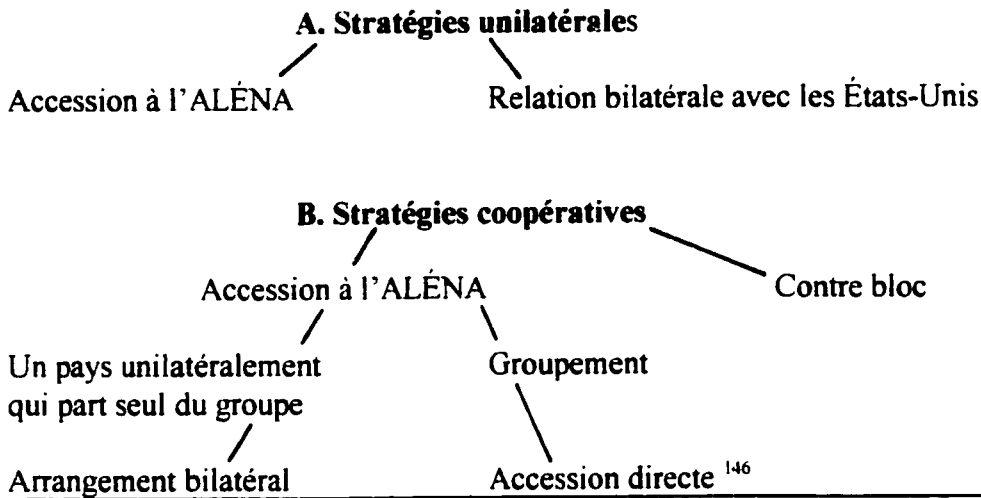
¹⁴⁵ Ibid, p. 22.

certaines conditions doivent exister. Cependant, peut-être que le cas du Brésil et de l'Argentine servira de modèle à d'autres sous-groupes qui ne parviennent pas à améliorer leurs positions sur les marchés mondiaux.

ANNEXES

Annexe 1

Stratégies nationales: insertion aux marchés nord-américains



Annexe 2

Variables indépendantes

Réformes néo-libérales

(+) Plus prononcées.....



(-) Moins prononcées.....

Opportunités

Plus d'opportunité.....



Moins d'opportunité.....

Variables dépendantes

Stratégies nationales

Accession unilatérale

Relation bilatérale

Accession d'un pays du groupe au bloc

Accession du groupe

Contre bloc

¹⁴⁶Graphique tirant ses données dans le cours POL7500. Pour plus de renseignements, voir W. Andrew Axline, Globalization, Marginalization and Integration: The New Regionalism and Developing Countries, Ottawa, Université d'Ottawa, Working Paper, 1995, pp. 33-35.

Les tableaux statistiques proviennent de la Banque mondiale. Les tableaux ci-dessous ne présentent qu'une section de la représentation des tableaux originaux pour s'en tenir à l'Argentine et au Brésil.

Annexe 3

Taux d'inflation en pourcentage

Pays	1980-85	1986-90	1991-96	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Argentine	335.6	1192.7	35.8	172.0	24.6	10.6	4.3	3.3	0.2	2.5
Brésil	141.9	1.056.9	1.061.0	441.0	1.009.1	2.150.0	2.663.0	84.5	18.2	8.5

Annexe 4

"Real GDP growth rate" en pourcentage

Pays	1980-85	1986-90	1991-96	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Argentine	-1.1	0.4	5.1	8.9	8.6	6.0	7.4	-4.6	4.4	6.0
Brésil	2.5	2.0	2.8	0.5	-1.2	4.5	5.8	4.1	2.9	4.0

Annexe 5

Balance des comptes courants en pourcentage du Produit intérieur brut

Pays	1980-85	1986-90	1991-96	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Argentine	-3.6	-1.6	-2.5	-1.5	-3.7	-2.9	-3.7	-1.4	-2.0	-2.5
Brésil	-3.2	-0.4	-0.8	-0.4	1.6	0.0	-0.2	-2.6	-3.2	-3.8

Annexe 6

6. Épargnes nationales brutes en pourcentage du Produit intérieur brut

Pays	1980-85	1986-90	1991-96	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Argentine	17.7	15.4	15.2	13.1	13.0	15.3	16.3	16.9	16.5
Brésil	16.7	21.7	19.5	19.2	21.2	20.4	20.6	19.2	16.3

Annexe 7**Investissements domestiques bruts en pourcentage du Produit intérieur brut**

Pays	1980-85	1986-90	1991-96	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Argentine	21.4	17.0	17.7	14.6	16.7	18.2	19.9	18.3	18.5
Brésil	19.9	22.1	20.3	19.6	19.6	20.4	20.8	21.9	19.5

Annexe 8**“Proceeds from privatization” en pourcentage du Produit intérieur brut**

Pays	1988-89	1990-95
Argentine	0.02	1.48
Brésil	0.04	0.35

Annexe 9**“Private investment as a percentage of Gross Domestic Investment”**

Pays	1985	1990	1995
Argentine	73%	79%	92%
Brésil	75%	76%	82%

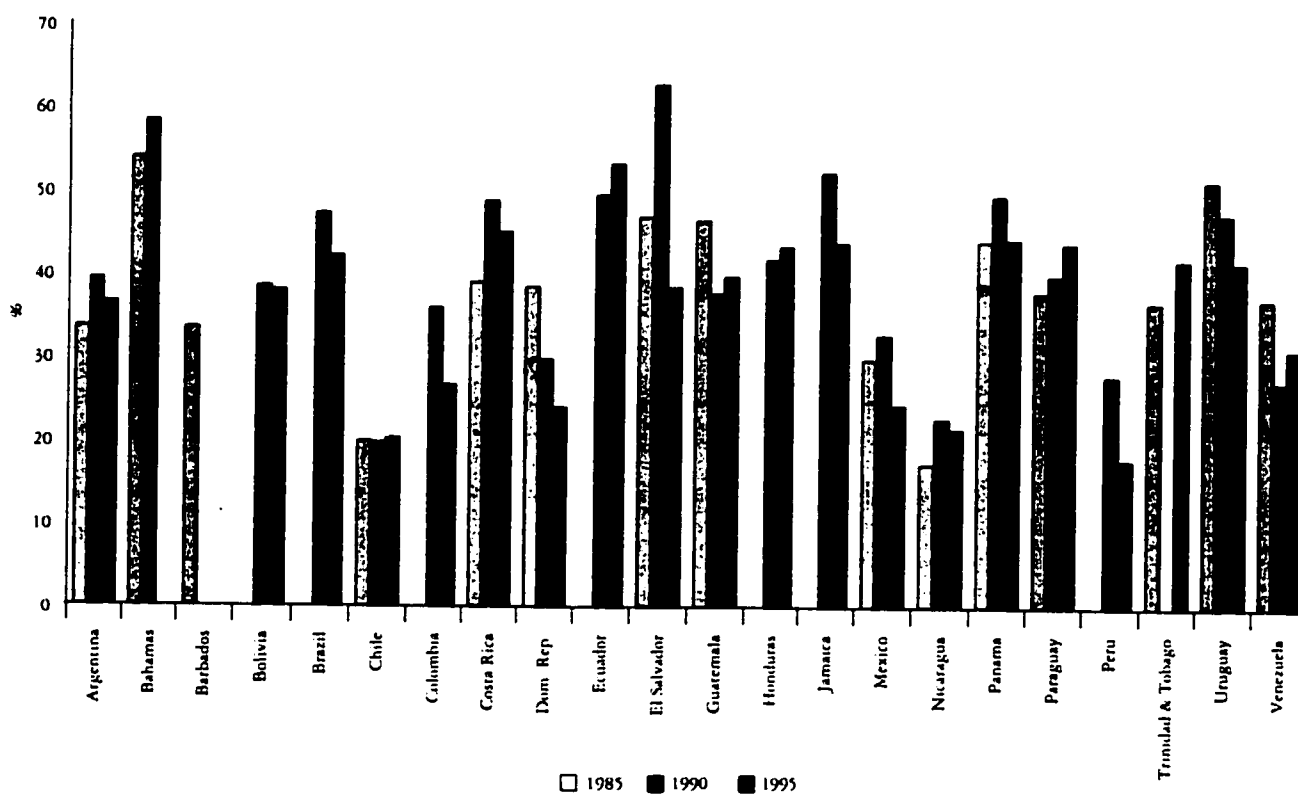
Ces données sont approximatives, c'est à dire, elles proviennent d'un graphique précisant une échelle de 0-10, 10-20, 20-30, 30-40, 40-50, 50-60, 60-70, 70-80, 80-90, 90-100, en pourcentage. Les colonnes arrivent donc à l'intérieur de ces variables. J'ai essayé autant que possible de donner la place juste de la colonne.

Annexe 10**Balance fiscale/Produit intérieur brut en pourcentage**

Pays	1995	1996	1997
Argentine	-0.5	-1.7	-1.4
Brésil	-4.9	-3.9	-2.7

FIGURE 2.12

Wages and Salaries as a Percentage of Primary Expenditures
Latin America and the Caribbean¹



Source: Staff estimations based on World Development Indicators Database, World Bank, Government Finance Statistics Database and Recent Economic Development Country Reports, IMF.

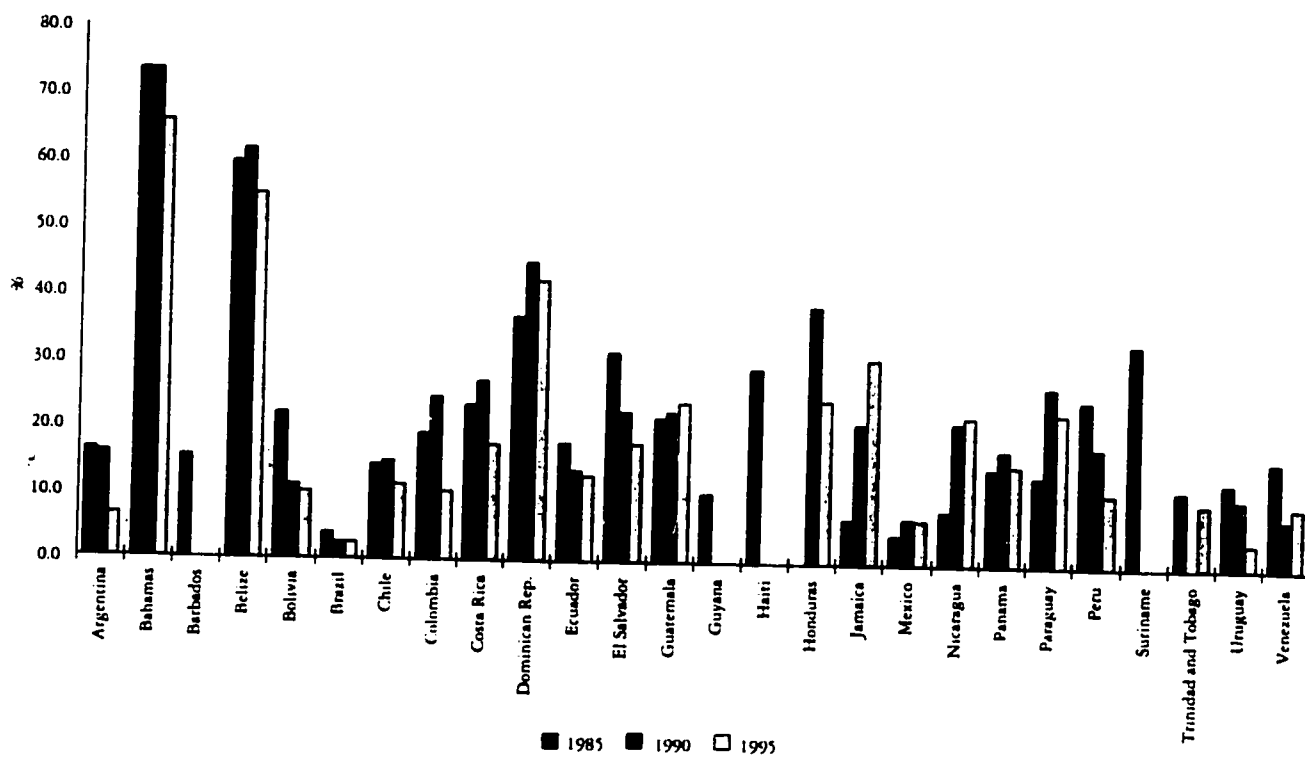
Estimation: Wages and salaries as a percentage of primary expenditures in the consolidated central government, except in the following cases: For Argentina, Colombia and Brazil, figures corresponding to general government are used. For Ecuador, El Salvador, Guatemala, and Trinidad and Tobago, figures corresponding to budgetary central government are used; For Uruguay, primary expenditures net of transfers to social security are used.

¹Used 1994 figures when data for 1995 was not available.

THE LONG MARCH: A REFORM AGENDA FOR LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN IN THE NEXT DECADE

FIGURE 2.15

Trade Taxes as a Percentage of Total Tax Revenue
Latin America and the Caribbean¹



Annexe 13
 "Trade regime"

Pays	Non-weighed Mean Tariff Rate		Standard Deviation of Tariff rates		Itmes covered By Non-Tariff Barriers 1990-93
	1990-93	1995	1990-93	1995	
Argentine	9.9	13.9	6.9	7.4	0.2
Brésil	11.1	12.7	6.3	9.8	1.5

Annexe 14
 " Percentage change in the Ratio of the volume of trade, relative to GDP"

Pays	1986-89	1990-94
Argentine	0.42	8.86
Brésil	2.89	7.16

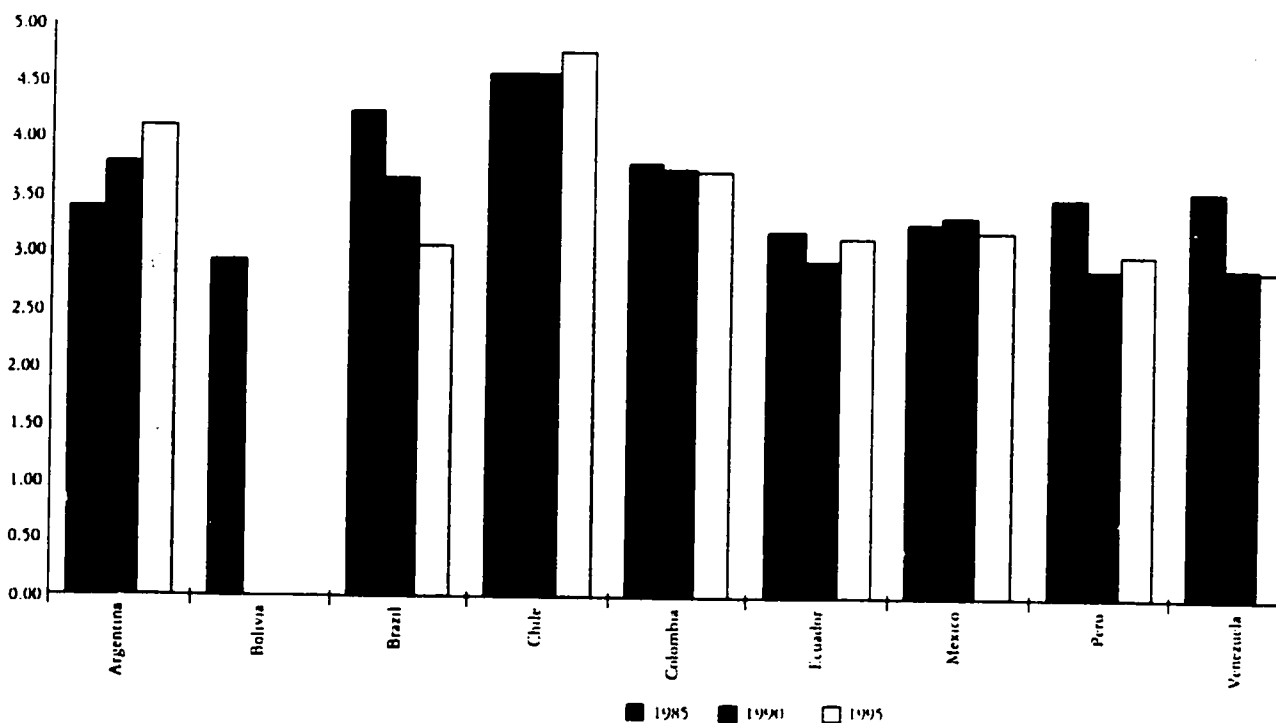
Annexe 15

THE LONG MARCH: A REFORM AGENDA FOR LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN IN THE NEXT DECADE

FIGURE 2.17

Government Indices

BERI Index



BIBLIOGRAPHIE

- Allen, Tim, Alan Thomas et Anthony McGrew, "The Third World in the New Global Order", dans Poverty and Development in the 1990's, Oxford, Oxford University Press, 1992.
- A Lopsided Union", Economist, Vol. 341, No. 7987, (octobre 1996), pp. 9-10.
- Alschuler, Lawrence R., Multinationals and Maldevelopment: Alternative Development Strategies in Argentina, the Ivory Coast and Korea, London, MacMillan Press Ltd., 1998.
- Anderson, John M., "Hemispheric Commercial Integration Accelerates Toward 2005", Business America, Vol. 117, (août 1996), p. 6.
- Anderson, Kim et Richard Blackhurst, Regional Integration and the Global Trading System, New York, Harvester Wheatsheaf, 1991.
- "Another Chance for Andean Countries", Mercopress News Agency, <http://www.mercopr...om/news/sni12.html>, 9 mars 1998, p. 1.
- "Argentina and Brazil: Sweet Nothings?", Economist, (20 septembre-26 septembre), 1997, p. 36.
- "Argentina Shivering", Economist, (15 novembre-21 novembre), 1997, p. 34.
- Axline, W. Andrew, Globalization, Marginalization and Integration: The New Regionalism and Developing Countries, Ottawa, Université d'Ottawa, Faculté des Sciences sociales, Papier de recherche, 1995.
- Baldwin, Richard E., "The Cause of Regionalism", The World Economy, Vol 20, no.7, (novembre 1997), pp. 865-888.
- Becker, Bertha K. Et Claudio A.G. Egler, Brazil: A New Regional Power in the World-Economy: A Regional Geography, New York, Cambridge University Press, 1992.
- Bibeau, Jean-Pierre, Introduction à l'économie internationale, Boucherville, Québec, Gaétan Morin éditeur, 1991.
- Bouzas, Roberto "Argentina, the Southern Common Market, and the Prospects for Success of the EAF", dans Roy E. Green, The Enterprise For the Americas Initiative: Issues and Prospects For A Free Trade Agreement in the Western Hemisphere, London, Praeger, 1993, pp. 162-173.

Bouzas, Roberto, Mercosur and Preferential Trade Liberalization in South America: Record, Issues and Prospects, dans Western Hemisphere Trade Integration: A Canadian-Latin American Dialogue, éd., Richard G. Lipsey et Patricio Meller, New York, St. Martin's Press, 1997.

Brunel, Dorval et Christian Deblock, "Economic Regionalism Under the FTAA and MERCOSUR: James Monroe or Simon Bolivar?", <http://www.poweran...TAAandMERCOSUR.cfm>, pp. 1-11.

Burki, Shaid Javed et Guillermo E. Perry, The Long March: A Reform Agenda fo Latin America and the Carribean in the Next Decade, Washington, D. C., The World Bank, 1997.

Carlos Arcagni, José, "Mercosur - The New Southern Cone Regional Economic Agreement, dans No. 2 Proceedings: Seminar on Economic Development in the Southern Cone of Latin America October 29, 1991, Ottawa, Canadian Cataloguing in Publication Data, 1991, pp. 13-21.

Caron, Benoit, Integration Strategies in the South Cone: A Comparison of Argentina, Brazil and Chile, Ottawa, Faculté des Sciences Sociales, Département de Science Politique, Université d'Ottawa, avril 1998.

"Caution, Suspicion and Opposition Greet Clinton's Request For "Fast Track"", Latin America Weekly Report, (30 septembre), 1997, p. 445.

Chudnovsky, Daniel, "Reviving South-South Co-Operation: Argentina, Brazil and the Mercosur", dans South-South Co-Operation in a Global Perspective, éd. Lynn k. Mytelka, Paris, Organisation for Economic Co-Operation and Development, 1994, pp. 169-199.

"Clinton Visit May Be Posponed: Fears that It May Clash With Crucial October Elections", Latin America Weekly Report, (22 juillet), 1997, p. 346.

Clyde Hufbauer, Gary, Jeffrey J. Schott et Diana Clark, Western Hemisphere Economic Integration, Washington, Institute For International Economics, 1994.

"Common Currency Soon for Mercosur? Montevideo Report Hazards that Launch Could Be in '98," Latin American Weekly Report, 10 juin 1997, p. 267.

Cox, Robert W., "Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle", Études internationales, (décembre 1990), pp. 693-704.

Deblock, Christian et Dorval Brunelle, "Une intégration régionale stratégique: le cas nord-américain", Études internationales, XXIV (septembre 1993), pp. 595-629.

Destler, I. M., Renewing Fast-Track Legislation, Washington, DC, Institute for International Economics, 1997.

- de Lima, Maria Regina Soares, "Brazil's Response to the "New Regionalism"", dans Gordon Mace et Philippe Therien, Foreign Policy and Regionalism in the Americas, Colorado, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1996, pp. 137-157.
- de Melo, Jaime et Arvind Panagaria, The New Regionalism in Trade Policy, Washington, D.C., World Bank, 1992.
- Diamond, William A. et C. William Robinson, "MERCOSUR: A Southern Partner for NAFTA", Policy Options, (Novembre 1995), pp. 3-7.
- Dobell, Rodney et Michael Neufeld, Beyond NAFTA: The Western Hemisphere Interface, British Columbia, Oolichan Books, 1993.
- Dolan, Michael, "Global Economic Transformation and Less Developed Countries", dans Global Transformations and the Third World, éd. Robert O. Slater, Barry M. Schultz, and Steven R. Dorr. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1993, pp. 259-282.
- Feinberg, Richard, "Integrating the Americas", IGCC Policy Brief, (mai 1998), no. 10, p. 2.
- Ferrer, Patricia, "Opening of the Argentine Economy to International Trade and Investment: Legal Aspects, dans No. 2 Proceedings: Seminar on Economic Developments in the Southern Cone of Latin America, October 29, 1991, Ottawa, Canadian Cataloguing in Publication Data, 1991, pp. 1-11.
- Fieleke, Norman S., "One Trading World or Many: The Issue of Regional Trading Blocs", New England Economic Review, (May-June 1992), pp. 3-20.
- "First Step Taken Towards the FTAA: Negotiating Mandates Defined in Buenos Aires Meeting", Latin American Weekly Report, (23 juin), 1998, p. 278.
- "Forging a Political Consensus: Four Politicians Discuss the National Agenda" dans Argentina: The Challenges of Modernization, éd., Joseph S. Tulchin et Allison M. Garland, Wilmington, Delaware, Scholarly Resources Inc., 1998, p. 12.
- Fritsch, Winston, Technical Papers No. 66: Latin America in a Changing Global Environment, Paris, Organization for Economic Co-Operation and Development, 1992.
- Gereffi, Gary, "Global Production Systems and Third World Development", dans Global Change, Regional Response: The New International Context of Development, éd., Barbara Stallings, New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 100-142.
- Griffith-Jones, Stephany and Barbara Stallings, "New Global Financial Trends: Implications for

Development”, dans Global Change, Regional Response: The New International Context of Development, éd., Barbara Stallings, New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 143-173.

Halliday, Fred, “The Third World and the End of the Cold War, dans Global Change, Regional Response: The New International Context of Development, éd., Barbara Stallings, New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 33-66.

Hettne, Bjorn, “Neo-Mercantilism: The Pursuit of Regionness”, Cooperation and Conflict, 28 (1993), pp. 211-232.

Hettne, Bjorn, “The New Regionalism: Implications for Development and Peace”, dans The New Regionalism: Implications for Global Development and International Security, éd., Bjorn Hettne and Inotai Andras, Helsinki, UNU World Institute for Development and Economics Research, 1994, pp. 1-49.

Hirst, Paul and Grahame Thompson, “The Problem of Globalization: International Economic Relations, National Economic Management and the Formation of Trading Blocs”, Economy and Society, 21 (November 1992), pp. 357-396.

Hoffman, Stanley, “A New World and its Troubles”, Foreign Affairs, 69 (4), (Fall 1990), pp. 115-122.

Hufty, Marc, “Argentina: The Great Opening Up”, dans Gordon Mace et al., Foreign Policy and Regionalism in the Americas, Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1996.

Institute for European-Latin American Relations, “Brazil under Cardoso: Returning to the World Stage?”, janvier 1995.

Javed Burki, Shahid et Guillermo E. Perry, The Long March: A Reform Agenda for Latin America and the Carribean in the Next Decade, Washington, D.C., The World Bank, 1997.

Laux, Jeanne, “The Changing World Economy: States in Competition”, dans R. Matthews et autres, International Conflict and Conflict Management: Readings in World Politics, Scarborough, Ont., Prentice-Hall, 1989, pp. 353-362.

“Le Mercosur, un champion en puissance”, Problèmes économiques, No. 2520, 14 mai 1997, pp. 28-32.

“Les déboires des unions douanières latino-américaines”, Problèmes économiques, No. 2311, (3 février), 1993, pp. 31-32.

Lijphart, Arend, “Comparative Politics and the Comparative Method”, dans Comparative Politics:

- Notes and Readings, cinquième édition, éd., Roy C. Macridis et Bernard E. Brown, Georgetown, Ont., Dorsey Press, 1977, pp. 50-66.
- Mace, Gordon, Guide d'élaboration d'un projet de recherche, Québec, Les Presses de l'Université de Laval, 1988.
- Massad, Carlos, "A New Integration Strategy", CEPAL Review 37 (Avril 1989), pp. 95-103.
- "Mercosur Approach to FTAA Advances: U-S Partners in NAFTA Seek "Four-Plus-One" Deals", Latin America Weekly Report, (5 août), 1997, p. 364.
- "Mercosur: Back and Forth", The Economist, 20 décembre 1997, p. 33.
- "Mercosur Nations Forge Deal on Implementing Tariff Raise", Americas Trade, Vol. 4, No. 26, (décembre 1997), pp. 4-5.
- "MECOSUR Top Priority for Argentina", Mercopress News Agency, <http://www.mercopr...om/news/sni12.html>, 11 Décembre 1997, pp. 1.
- Mittleman, James H., "The Globalization Challenge: Surviving at the Margins", Third World Quarterly, 15 (1994), pp. 427-443.
- Monfils, Joel, "La signification de la Zone de libre-échange sud-américaine dans la politique commerciale brésilienne", Communication présentée à l'occasion du colloque annuel de l'Association canadienne de science politique, Université d'Ottawa, (31 mai - 2 juin 1998), pp. 1-15.
- Mye, Randy et Lorena Palagonia, "MERCOSUR's Potential Market is Now Over 200 million People with a Combined Economy of Nearly \$1 Trillion", Business America, Vol 117 (août 1996), pp. 17-18.
- Oman, Charles, Globalisation and Regionalisation: The Challenge for Developing Countries, Paris, OECD, 1994.
- "PJ Lost More Than the Alliance Won", Latin American Weekly Report, 11 novembre 1997, p. 506.
- "Putting the Foot In It: The U-S Treats Brazil Like Poor Relations Before Clinton Visit", Latin America Weekly Report, (14 octobre), 1997, p. 482.
- "Reactions to Emerging US Policy: Brazil Sees Hostile Drive; Mexico Leads Arms Initiative", Latin American Weekly Report, 18 février, 1997, p. 90.
- "Region Seeks Other Trade Options", Latin American Weekly Report, (3 février), 1988, p. 55.

- Kabuasa Biko Recxon, L'insertion des pays en développement dans les blocs comme approche de développement face au nouveau contexte: le cas des pays Andins, Ottawa, Université d'Ottawa, 1999.
- Richards, Donald G., "Dependant Development and Regional Integration: A Critical Examination of the Southern Cone Common Market", Latin American Perspectives, Volume 24, numéro 6, 1997.
- "Rio Group Agrees Date For its Formal Strengthening of Ties with Europe", Latin American Weekly Report, (17 février), 1998, p. 73.
- Rosenberg, Jerry M., The New American Community: A Response to the European and Asian Economic Challenge, New York, Praeger Publishers, 1992.
- Rosenthal, Gert, "Regional Integration in the 1990's", CEPAL Review 50 (Août 1993), pp. 11-19.
- Roy, Martin et Ivan Bernier, "L'Aléna, le Mercosur et la construction de la Zléa", Communication présentée à l'occasion du colloque annuel de l'Association canadienne de science politique, Université d'Ottawa, (31 mai - 2 juin 1998), pp. 17.
- Roy, Martin, Les paradoxes de l'intégration économique dans le cône sud-américain: PICE, TICD et Mercosur sous l'angle des stratégies internationales de l'Argentine, Québec, Institut québécois des hautes études internationales, 1995.
- Rudel, Christian, "Un marché commun très libéral", Croissance: Le monde en développement, No. 339, (juin 1991), pp. 20-23.
- Saborio, Sylvia, "The Long and Winding Road from Anchorage to Patagonia", dans The Premise and the Promise: Free Trade in the Americas, éd., Sylvia Saboria, New Brunswick (USA), Transaction Publishers, 1992.
- Soares de Lima, Maria Regina, "Brazil's Response to the "New Regionalism"", dans Gordon Mace et al., Foreign Policy and Regionalism in the Americas, Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1996, pp. 137-158.
- Stallings, Barbara and Wolfgang Streek, "Capitalism in Conflict? The United States, Europe and Japan in the Post-Cold War World", dans Global Change. Regional Response: The International Context of Development, éd., Barbara Stallings, New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 67-99.
- "The US Debate Over "Fast Track": Experts Tackle Issues of Job Losses and Low Pay", Latin America Weekly Report, (6 janvier), 1998, pp. 6-7.

- “Trade Agreements: Murky Mercosur”, Economist, (26 juillet-1 août), 1997, pp. 66-67.
- “Tough Mercosur Strategy for FTAA”, Latin American Weekly Report, (10 mars), 1998, p. 115.
- Tucker, Robert W., “1989 and All That”, Foreign Affairs, 69, 4 (automne 1990), pp. 93-114.
- Turenne Sjolander, Claire, “The Rhetoric of Globalization: What’s in a Wor(l)d?”, International Journal, IL,4 (Autumn 1996), pp. 603-615.
- Turnham, David, Colm Foy et Guillermo Larrain, Tensions sociales, création d’emplois et politique économique en Amérique Latine, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 1995.
- United Nations, Preliminary Overview of the Economy of Latin America and the Caribbean, Chili, United Nations Publications, 1997.
- “US insists on its FTAA formula”, Latin American Weekly Report, 28 avril, 1998, p. 187.
- “We Will Not Touch Convertibility”, Latin American Weekly Report, 12 août 1997, p. 374.
- Wilson, Stephen, With or Without You: Argentina, Brazil and NAFTA, Department of Foreign Affairs and International Trade Canada, Policy Staff Paper, 1995.
- Wrobel, Paulo S. “A Free Trade Area of the Americas in 2005?”, International Affairs, Vol. 74, No. 3, (juillet 1998), pp. 547-561.